



COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » (Lénine)

C.P.S. Nouvelle série N°93 (N°175) – 2 €

30 JANVIER 2025

**Face aux attaques du gouvernement, une seule issue : l'affronter.
Dans ce but, imposer aux directions FO, CGT, FSU de rompre avec lui,
de sortir du conclave convoqué par Bayrou
et d'organiser le combat centralisé contre le budget !**

Le PS et les directions syndicales unis dans le soutien à Bayrou pour « stabiliser » la situation politique

C'est le fait politique majeur à l'issue de la séquence politique qui s'achève avec le non vote de la motion de censure après la déclaration de politique générale de Bayrou. Car s'il était acquis que le RN ne voterait pas la censure, donc qu'elle ne passerait pas, cela ne garantissait en rien la longévité du gouvernement Bayrou (selon le scénario déjà vu concernant le gouvernement Barnier).

Pour la bourgeoisie française, il était impérieux de sortir de la situation d'instabilité politique qui aggrave la situation économique et financière au moment où elle aurait au contraire besoin d'agir et de porter les coups les plus durs au prolétariat et à la jeunesse pour contrecarrer son déclin accéléré.

C'est pourquoi le PS a décidé de se comporter en « parti de gouvernement » en ne votant pas la censure, sans avoir obtenu ne serait-ce que la suspension de la réforme des retraites. De leur côté, les directions des confédérations syndicales ont prêté leur concours à l'opération en acceptant de participer au conclave convoqué par Bayrou sur la réforme des retraites qui n'est qu'un alibi d'où il ne peut de toute façon rien sortir de positif car il est soumis au droit de veto du MEDEF.

Mais la bourgeoisie ne se fait pas d'illusion. Ce n'est qu'un peu de visibilité qui a été accordée au gouvernement Bayrou.

À l'origine de la crise politique : la décrépitude de l'impérialisme français à l'échelle internationale

Les forces militaires françaises, garantes de la domination impérialiste française, sont aujourd'hui chassées d'Afrique. Le Tchad a mis fin le 28 novembre dernier à l'accord de coopération avec la France, obligeant les troupes françaises à quitter le pays. C'est le dernier domino de la présence militaire de la France au Sahel qui tombe. En Afrique de l'Ouest aussi, les troupes françaises sont sur le départ : après que le gouvernement sénégalais a déclaré qu'il ne veut plus de présence militaire française, le contingent des troupes françaises en Côte d'Ivoire va être drastiquement réduit ce mois-ci. Sur le plan économique et financier, la tendance est la même : les banques françaises (la Société Générale et le Crédit Agricole) se retirent aussi d'Afrique pour laisser la place aux banques américaines, par exemple JP Morgan, qui ne se font pas prier, alors que dans tout le Sahel des groupes chinois se substituent aux groupes français tels que Orano dans l'extraction des matières premières. Même si la bourgeoisie française conserve à ce

jour des positions importantes en Afrique par ses investissements, le mouvement vers la liquidation de sa place d'impérialisme dominant en Afrique francophone est donc aujourd'hui largement engagé.

Au Moyen-Orient, l'impérialisme français est réduit à un rôle marginal. La France, pourtant ancienne puissance coloniale, a tout juste réussi à conserver un strapontin dans le comité de surveillance de l'accord de cessez-le-feu sur le Liban présidé par les USA. Macron a dû pour cela garantir au criminel de guerre Netanyahu poursuivi par la CPI qu'il ne courait aucun risque d'extradition s'il venait en France. En Ukraine : les déclarations « *sabre au clair* » de Macron il y a quelques mois, faisant comme si la France pouvait jouer un rôle d'éclaireur sur l'envoi de troupes des impérialismes occidentaux en Ukraine, n'étaient que des postures. C'est comme auxiliaire de la *pax americana*, comme supplétif de l'impérialisme US, que la France interviendrait.....(suite page 2)

Sommaire

• ÉDITORIAL	P.1
• SITUATION INTERNATIONALE	P.10
• LES MILITANTS INTERVIENNENT ET INFORMENT C.P.S.....	P.21
• ON NOUS COMMUNIQUE.....	P.22

Dans ses possessions coloniales aussi

Un autre sujet de préoccupation majeure pour l'impérialisme français aujourd'hui est la situation dans ses colonies d'Outre-mer, en particulier Mayotte, la Kanaky (dite « Nouvelle-Calédonie ») et les Antilles dites « françaises ». Il est révélateur à ce sujet que le ministère des Outre-mer ait été confié à Valls dans le nouveau gouvernement. C'est un homme qui a fait ses preuves auprès de Rocard en travaillant sur les accords de Nouméa qui ont permis de préserver la domination française sur la Kanaky jusqu'ici. Un homme qui a incarné le renforcement policier de l'État sous la présidence Hollande. Une double qualification, qui lui vaut d'être considéré comme particulièrement apte à défendre l'ordre colonial français.

À Mayotte, territoire crucial pour ses intérêts géostratégiques dans l'océan Indien, l'impérialisme français s'est mis dans une situation inextricable. En réalité, Mayotte n'est pas un département français mais une île de l'archipel des Comores qui a été artificiellement séparée du reste des Comores par l'impérialisme français. Il n'y a donc pas d'immigration à proprement parler à Mayotte car les Comoriens y sont chez eux. Mais l'impérialisme français ne veut pas de cette population qu'il qualifie mensongèrement de population immigrée. Le cyclone Chido a agi comme un révélateur, mettant sous les yeux du monde entier à quelles extrémités en est réduit l'impérialisme français pour maintenir sa domination : il parque toute une partie de la population dans un gigantesque bidonville, la prive du droit démocratique élémentaire d'aller et de venir en lui imposant des visas territorialisés, et impose à l'ensemble de la population de l'île des conditions d'existence sur tous les plans insupportables.

Aujourd'hui, l'État français entend profiter de Chido pour passer au stade supérieur dans l'application de cette politique. C'est ainsi que le plan « Mayotte debout » du gouvernement annonce que « *les autorités locales et l'État s'accordent à interdire la reconstruction des « bangas » (bidonvilles, ndlr)* ». Or la moitié de la population adulte des bangas, qui représentent 40 % de l'habitat de l'île, est composée de Comoriens n'ayant aucun droit aux aides sociales, dès lors qu'ils n'ont pas de titre de séjour, qui subsistent en vivant de « petits boulots ». Comment ferait la population des bangas dans ces conditions pour obtenir les prêts dont il est question dans le plan Bayrou afin de construire « en dur » ? A défaut, que deviendrait-elle ? La tribune signée par les ministres Retailleau, Lecornu et Valls dans *Le Figaro* qui déclarent « *sans fermeté migratoire nous ne reconstruirons que sur du sable* » et qui appellent à « *changer les règles* », annonce la couleur : il s'agit pour l'impérialisme français d'éradiquer les bangas pour faciliter la mise en œuvre d'une politique d'expulsions massives. Marine Le Pen, qui ne pouvait être en reste, a vu là l'opportunité d'une opération politique contre l'immigration. Elle en a rajouté en venant sur l'île réclamer la suppression totale du droit du sol, dont l'application est déjà restreinte à Mayotte, et « *la destruction rapide par les*

autorités de tout matériel, tôles et bouts de bois » pour empêcher la reconstruction des bangas. À l'évidence, la situation d'exception de Mayotte et des autres territoires coloniaux, notamment sur les questions répressives, d'immigration ou de droit du sol, est une sorte de laboratoire préparant la politique que les différentes tendances de la bourgeoisie s'accordent à vouloir mettre en œuvre en France même, dans une surenchère permanente sur le terrain du programme du RN.

La responsabilité élémentaire des directions du mouvement ouvrier est de s'opposer à cette politique. C'est de combattre pour le retrait du plan « Mayotte debout », contre toute remise en cause du droit du sol et d'y opposer l'exigence d'un plan de reconstruction sous contrôle du mouvement ouvrier, de combattre pour l'obtention des mêmes droits aux prestations sociales pour tous, la suppression des visas territorialisés et le rétablissement de la liberté de circulation pour toute la population comorienne.

Le traitement que l'État colonial réserve à la Kanaky n'est pas foncièrement différent. Après l'avoir mise à feu et à sang en se livrant à un chantage sur le dégel du corps électoral pour contraindre la population kanak à accepter le maintien de la domination française, après avoir emprisonné et déporté en France des dirigeants kanaks, le gouvernement français dans sa grande générosité a consenti un prêt de 1 milliard aux autorités locales pour réparer les conséquences économiques désastreuses de sa politique. Outre le fait que ce prêt ne couvre que la moitié du coût des destructions, comment la Kanaky pourrait-elle aujourd'hui le rembourser alors qu'elle est exsangue, avec un PIB diminué de 25 %, des destructions considérables, que les usines de nickel, principal employeur privé de l'île, ferment, et que près d'un tiers de sa population adulte est au chômage ? En réalité, ce prêt est un nouvel outil d'assujettissement de la Kanaky au colonialisme français. C'est pourquoi les directions du mouvement ouvrier doivent aujourd'hui combattre pour la libération des prisonniers politiques kanaks et pour un plan de reconstruction de la Kanaky élaboré par les organisations du peuple kanak et contrôlé par elles.

Concernant les Antilles c'est la même incapacité de l'impérialisme français que révèle la question de la vie chère : la « France » est incapable d'assurer un véritable développement économique à ces entités artificielles que sont les Antilles françaises détachées de leur environnement économique naturel, à savoir les autres îles des Antilles. C'est pourquoi les dirigeants du mouvement ouvrier doivent exiger l'annulation de la peine de prison prononcée contre le dirigeant du mouvement récent contre la vie chère en Martinique.

Mayotte, Kanaky, les Antilles : l'impérialisme français n'a plus les moyens d'assurer le maintien de son ordre colonial à des conditions un tant soit peu acceptables par les masses.

Et dans l'UE

En Europe aussi le déclin de la position de la France est manifeste. C'est le cas sur le plan économique, avec la dégradation continue du solde de ses échanges avec les autres pays européens et la baisse de la productivité, plus importante en France que dans les autres pays européens depuis la crise sanitaire. Sur ces questions, nous renvoyons le lecteur à l'article sur la situation internationale dans ce même numéro de *CPS*.

Mais c'est sur la question des finances publiques que le décrochage de la France est le plus net. Le déficit budgétaire 2024 de l'État, qui dépasse 6 % du PIB, est le plus élevé des pays de l'UE, après celui de la Roumanie. Pour ce qui est de la dette publique, la France est à l'antépénultième place

en Europe, juste devant l'Italie et la Grèce, avec une dette qui atteint fin novembre 113,7 % du PIB. La France doit maintenant payer des taux d'intérêts plus élevés que l'Espagne, le Portugal et autant que la Grèce pour placer ses bons d'État. Sur le plan politique, le fait que T. Breton se soit fait éjecter par von der Leyen de son poste de commissaire atteste de la perte d'influence de la France au sein des institutions européennes. Celui-ci l'a d'ailleurs amèrement reconnu en déclarant : « *la France est aujourd'hui reléguée au même niveau que l'Italie, l'Espagne et la Pologne. Son poids est aujourd'hui très dilué par rapport à la commission précédente. Mon portefeuille de commissaire a été réparti entre 5 commissaires* ».

La montée en puissance du RN

Le déclassement de l'impérialisme français fait évidemment le lit du RN auprès de tous les secteurs de l'appareil d'État bourgeois (armée, gendarmerie, police) nostalgiques de la « grandeur » passée de la France. Il est notable à cet égard que ce soit des rangs de la hiérarchie militaire que se sont exprimées les plus fortes réticences au retrait des troupes françaises d'Afrique. Il est clair également qu'on ne peut que faire le lien entre la crise de l'impérialisme français, son déclin, la dégradation de la situation des populations des DROM-COM (anciennement DOM-TOM) et les résultats électoraux importants et apparemment surprenants qu'a pu réaliser à différentes reprises le RN dans les Outre-mer.

Plus généralement, si le RN a pu apparaître comme une solution à de larges couches du prolétariat et de la petite bourgeoisie plongées dans l'impasse par le déclin de la bourgeoisie française, c'est le résultat politique des 50

dernières années qui ont vu les gouvernements structurés par le PS, et soutenus par le PCF, les trahir systématiquement lorsqu'ils ont exercé le pouvoir, et les dirigeants des organisations syndicales se soumettre constamment à la bourgeoisie française. Cette politique bouchant toute issue politique alternative vers le socialisme a conduit des millions de prolétaires frappés par les plans de restructurations et de petits bourgeois soumis à la pression de plus en plus forte de la concurrence internationale à conclure « tous pareils » et à ne voir d'autre solution que dans le repli national et le rejet des immigrés qu'incarne le RN.

C'est là l'origine de la montée en puissance électorale du RN, devenu sur le plan électoral le premier parti de France avec près de 11 millions d'électeurs aux dernières élections législatives, et de la crise politique d'une profondeur inédite sous la V^e république qui sévit aujourd'hui.

Le RN et la censure du gouvernement Barnier-Retailleau

Le gouvernement Barnier-Retailleau était depuis sa constitution à la merci du RN car après les élections législatives, il n'avait pas été possible, malgré l'appel du MEDEF (repris par Macron), de faire prévaloir « l'intérêt du pays » sur les intérêts partisans, de constituer le gouvernement dit de « l'arc républicain » allant de LR jusqu'au PS qui aurait constitué la meilleure solution pour stabiliser la situation politique. Cela en raison de la pression exercée par le RN sur LR et de LFI sur le PS. Après le refus de la direction Faure du PS de participer à un gouvernement avec les macronistes ou de lui apporter son soutien, Macron s'était tourné vers la formation d'un gouvernement Barnier avec LR, auquel le RN avait donné son aval, cela lui permettant de renforcer sa légitimité vis-à-vis de la bourgeoisie en affichant une attitude de parti « responsable ».

Mais après avoir fait monter les enchères auprès du gouvernement Barnier pendant le débat budgétaire, le RN a décidé de sa chute en votant la motion de censure déposée par le NFP. Le RN, qui s'adresse à la fois à la bourgeoisie

et aux couches populaires, comme l'ont montré ses votes contradictoires durant la séquence budgétaire, a estimé, au vu des résultats des sondages de plus en plus défavorables au gouvernement à mesure que les couches populaires prenaient connaissance des attaques portées contre elles par les projets de budget, qu'il courait le risque que la fraction populaire de son électorat se détourne de lui s'il permettait aux budgets Barnier de passer. Or le vote des couches populaires qui composent une fraction importante de ses 10 à 11 millions d'électeurs lui est indispensable pour accéder au pouvoir. C'est pourquoi le RN a décidé de censurer Barnier en faisant le calcul qu'une fois toutes les solutions bancales (du type Barnier ou Bayrou) épuisées, la bourgeoisie se rendrait à l'évidence qu'il constitue la seule solution pour stabiliser la situation politique à son profit. Bien sûr, le verdict attendu à la fin du premier trimestre sur le procès de Le Pen a pu jouer aussi dans la décision du RN, sachant que si la marche à une présidentielle anticipée était engagée, il serait beaucoup plus difficile de prononcer l'inéligibilité de la candidate du RN.

Le PS conduit à « prendre ses responsabilités » en défense de la bourgeoisie française

Au moment de la chute du gouvernement Barnier, toutes les organisations patronales ont protesté contre la censure qui enfonçait un peu plus le capitalisme français dans la crise. Il a été question d'élargir le « socle commun » pour constituer un gouvernement qui ne dépende plus du RN. Arithmétiquement, cela voulait dire un gouvernement ayant le soutien tacite ou express du PS. C'est pourquoi Macron a organisé une réunion des partis de « l'arc républicain », c'est-à-dire sans le RN ni LFI. Il semblait donc qu'après l'expérience de l'échec du gouvernement Barnier, les conditions étaient réunies pour mettre enfin en place la solution offrant le plus de garanties pour stabiliser la situation, c'est-à-dire un gouvernement de « l'arc républicain ».

Pour autant, la censure de Barnier n'a en rien modifié les rapports de forces au sein du NFP, notamment le fait que le PS, qui a perdu son électorat populaire et n'a plus d'électorat stable, demeure électoralement dépendant de LFI. Il était donc exclu pour le PS d'entrer dans un gouvernement avec le « bloc central ». Il demeurerait dans l'opposition, dirent ses dirigeants. Toutefois le PS, en tant que « parti de gouvernement », c'est-à-dire de parti qui a fait ses preuves de gestionnaire loyal des intérêts de la

bourgeoisie, se devait de « prendre ses responsabilités ». Il a donc proposé un « deal » consistant à renoncer au vote d'une motion de censure, en contrepartie d'un non recours à l'article 49/3 par le gouvernement qui serait constitué.

Pour le PS, l'objectif était de permettre la formation d'un gouvernement qui, étant assuré de ne pas être censuré, s'engagerait dans une politique de compromis jusqu'à l'été prochain, voire dans l'idéal jusqu'à l'élection présidentielle de 2027. En réalité, il s'agissait pour le PS d'éviter une crise de régime et de sortir « le pays » de l'impasse en permettant la constitution d'un gouvernement stable au service de la bourgeoisie. Mais l'exercice s'annonçait particulièrement dangereux pour le PS. Il était clair qu'en s'engageant dans cette voie il s'exposerait à la critique acérée de Mélenchon qui, pour atteindre son objectif présidentiel, se doit de liquider le PS.

C'est pourquoi le PS a entraîné sur sa position le PCF et EELV pour ne pas se retrouver seul à « bouger » et posé comme condition la suspension jusqu'en 2027 des mesures d'âge contenues dans la réforme Macron des retraites et l'organisation d'une conférence sur le financement des retraites associant les confédérations syndicales.

Les appareils syndicaux montrent la voie en donnant l'exemple de l'union nationale

Dans cette situation, les directions syndicales ont estimé nécessaire de franchir un pas. Depuis l'ouverture de la crise politique, elles étaient loin d'être restées passives. Au contraire, elles n'avaient cessé de faire « assaut de responsabilité ». Dès le 11 juillet, à peine le résultat des élections législatives connus, elles s'étaient empressées de faire des offres de service en matière de dialogue social à la bourgeoisie pour que le « cours normal des choses » reprenne vite et pour stabiliser la situation. Offres de service auxquelles le MEDEF avait répondu en proposant la reprise des négociations sur l'emploi des seniors.

Cette entente sur la nécessité d'approfondir le « dialogue social » avait été concrétisée à la Fête de l'Humanité par l'organisation du débat entre le président du MEDEF et Binet. Elle a immédiatement débouché sur les négociations sur l'emploi des seniors et celles sur l'assurance-chômage, auxquelles le gouvernement vient de donner son agrément. À noter que les « partenaires sociaux » (représentants syndicaux et patronaux), sauf la CGT, ont signé l'accord sur l'assurance-chômage allant au-delà des économies demandées par le gouvernement, bien sûr au détriment des chômeurs.

Après la chute de Barnier, les directions syndicales ont remis cela dans une déclaration du 5/12 signée par toutes les organisations, qui réaffirme que « dans la période qui s'ouvre, la place et le rôle de la négociation collective doivent être renouvelés, renforcés et respectés » et conclut : « nos organisations appellent le chef de l'État et l'ensemble des acteurs à faire primer l'intérêt général sur leurs intérêts individuels ou partisans de court terme ». C'était mettre un coup de pression sur les dirigeants politiques, en expliquant que si les directions syndicales sont toujours prêtes à prendre leurs responsabilités pour stabiliser la situation comme elles l'ont démontré en participant au

« dialogue social » sous Barnier, il appartient à ceux-ci d'en faire de même.

Le 17 décembre, devant les débuts chaotiques de Bayrou, les dirigeants syndicaux des organisations dites représentatives, sauf la CGT, ont éprouvé la nécessité de franchir un pas supplémentaire en s'adressant en commun, avec les dirigeants du patronat, « à nos élus et responsables politiques » dans une déclaration qui affirme : « L'instabilité dans laquelle a basculé notre pays fait peser sur nous le risque d'une crise économique aux conséquences sociales dramatiques [...] Dans le respect du fonctionnement de nos institutions et des choix des élus de la Nation, il est de notre devoir de vous alerter sur les risques réels qu'une telle instabilité génère [...] nous appelons [...] à retrouver au plus vite le chemin de la stabilité, de la visibilité et de la sérénité ».

Cette déclaration intervenait le jour où Bayrou dans une séance de réponse aux questions du gouvernement était chahuté à l'Assemblée nationale et peinait à trouver un soutien, même auprès des groupes parlementaires du « bloc central » pourtant censés le lui apporter sans faille. Elle constituait un véritable rappel à l'ordre adressé à l'ensemble des dirigeants politiques pour leur dire : il faut arrêter les frais, il faut en finir avec les intérêts partisans et savoir faire des compromis, il faut faire prévaloir « l'intérêt du pays », il faut un gouvernement pour prendre les mesures indispensables à la défense du capitalisme français. Cette déclaration se conclut par une véritable offre de service aux dirigeants politiques en faisant valoir les prétendus acquis récents du « dialogue social » (sur l'emploi des seniors et l'assurance-chômage) qui ont consisté à appliquer aux chômeurs les conséquences de la réforme des retraites et à opérer de nouveaux prélèvements sur les fonds de l'UNEDIC.

La CGT n'a pas signé la déclaration. Mais on ne doit pas la dédouaner pour autant. Binet s'est réfugiée derrière le fait que ce texte n'aborde pas la question des plans sociaux. Il s'agit d'un faux-semblant. La direction de la CGT n'a pas pu signer la déclaration commune car cela risquait de provoquer une crise dans la CGT, mais elle en partage l'orientation, comme le montre sa signature du texte intersyndical du 5 décembre qui se situe exactement sur la même position. En signant la déclaration du 5 décembre, Binet a ouvert la voie à la signature de la déclaration

d'union nationale du 17 décembre. Elle porte la responsabilité de l'avoir autorisée. Voilà quelle est la réalité.

La portée de cette déclaration va bien au-delà du cadre du « dialogue social » habituel. Elle a marqué la situation en fixant le cadre de ce qu'est une politique responsable aujourd'hui pour la bourgeoisie. C'est à ce titre que Bayrou l'a lue devant l'AN le jour du vote de la motion de censure sur sa déclaration de politique générale.

Dès le 19 décembre, Bayrou annonce une concertation sans suspension sur la réforme des retraites

À peine deux jours après, le 19, Bayrou convoquait tous les partis de « l'arc républicain ». Il n'a pas manqué dans sa réponse, à la demande du PS, de s'appuyer sur l'offre de service des directions syndicales en appelant partis, syndicats et patronat à participer au trompe-l'œil qu'est sa proposition de concertation sur la réforme des retraites sans en suspendre l'application. *Les Echos* du 20 décembre écrivent : le Premier ministre veut permettre aux partenaires sociaux et aux partis politiques de « proposer une nouvelle réforme dans un délai de neuf mois » avec des « solutions nouvelles ». Si aucun accord n'est trouvé à l'issue de cette période, ce sera « le statu quo », « on revient à la réforme de 2023 », indique Matignon. Cela signifiait que le PS devait s'engager dans un soutien tacite au budget sans pouvoir afficher la moindre contrepartie tangible. C'est ce qui a conduit Olivier Faure et la délégation du PS à faire état de leur « désarroi », formule qui exprimait le fait que le PS estimait à ce moment-là qu'il ne pouvait aller plus loin dans les concessions sans se suicider politiquement.

Pourtant, la direction du PS était allée plus loin que Cazeneuve cet été en renonçant à revendiquer l'abrogation de la réforme des retraites. Simplement, il lui fallait un geste qui ait une traduction dans la réalité avec le gel du report de l'âge légal de départ à la retraite, un geste « qui se voit » pour mieux faire passer auprès de l'électorat le soutien au budget Macron-Bayrou que signifie l'absence de censure. Ce faisant, le PS allait très loin dans les concessions : sa proposition de conférence de financement ne pouvait que déboucher sur le constat que le financement des retraites, qui absorbe en France 15 % du PIB, constitue un boulet pour « l'économie française », et ouvrir la voie à de nouvelles mesures d'austérité dans la continuité de la réforme Touraine de 2013. C'est pourquoi d'ailleurs la proposition du PS ne disait mot de l'accélération du passage

aux 43 annuités pour bénéficier d'une retraite à taux plein dans la réforme Macron : de facto, elle avalisait cette piste. La proposition du PS était une position parfaitement « responsable » au compte de la bourgeoisie. Mais pour les Macron, Attal, Wauquiez il n'est pas possible d'afficher le moindre geste, le moindre signe qui pourrait apparaître comme un recul, car aucun recul n'est acceptable pour la bourgeoisie française sur les retraites. Donc le « deal » proposé par le PS n'a pu se concrétiser.

D'emblée la CFDT a dit banco à la proposition Bayrou de concertation sur les retraites. Marylise Léon répond dans une interview aux *Echos* du 23/12 : « Nous avons toujours dit que nous saisissons toutes les occasions de rouvrir le dossier ... On ne va certainement pas se priver d'aller à la table des discussions pour poser le problème de l'injustice du décalage de l'âge légal et porter tous les autres sujets, notamment la question des polypensionnés, des inégalités femmes-hommes ». Ensuite, cela ne traîne pas. Dès le 6 janvier, Bayrou commence à recevoir en bilatérales les « partenaires sociaux », ce qui donne l'occasion au président du MEDEF de déclarer qu'il faut élargir le cadre fixé pour la concertation sur les retraites et remettre à plat le financement de la protection sociale dans son ensemble. Il s'agit d'associer les directions syndicales à la liquidation de la Sécurité sociale de 1945 fondée sur le salaire différé.

Dans la Fonction publique non plus cela ne traîne pas. Dès sa prise de fonction, le nouveau ministre se fend d'une déclaration d'amour grotesque aux fonctionnaires et aux dirigeants syndicaux dans laquelle il exprime son empressement à « travailler » avec les directions syndicales pour mieux faire passer un programme (résumé en trois mots : « simplifions, simplifions, simplifions »), qui est la copie de celui que Kasbarian avait mis en avant dans sa volonté de « débureaucratiser » de haut en bas.

Ce que valent les protestations de Mélenchon

Mélenchon n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier le « bougé » du PS. Il a parlé notamment de forfaiture. Cela étant, début décembre, le représentant de LFI dans la commission de la défense nationale de l'AN a déclaré : « *il n'y a aucune inquiétude à avoir. Si Macron arrive à stabiliser les choses et à poursuivre la Loi de Programmation militaire, il n'y aura aucune conséquence* », ajoutant : « *s'il faut plus de dépenses, nous trouverons l'argent* ». C'est une déclaration qu'aurait pu faire sans état d'âme un représentant de LR ou du RN, car c'est une déclaration de soutien au militarisme et à l'impérialisme français. Or on n'a pas entendu de

protestation de Mélenchon car il n'y en a pas eu. Comment peut-on d'un côté prétendre dénoncer une capitulation devant les intérêts de la bourgeoisie française sur les retraites et de l'autre endosser une politique qui est celle de la défense de l'impérialisme français dans ses aspects les plus réactionnaires ? Il y a là une contradiction éclairante.

La pseudo radicalité de Mélenchon sur les retraites répond à un objectif politique précis qui est la liquidation du PS pour mieux s'ouvrir le chemin de la présidentielle et du destin que Mélenchon s'imagine en président de la

république défendant les intérêts de l'impérialisme français, ce qui implique bien sûr la défense de l'armée française et de ses possessions coloniales.

Le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau

Cela étant, le 24 décembre, à défaut d'avoir élargi sa base politique, le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau qui est constitué repose sur le même socle commun minoritaire à l'AN que le gouvernement Barnier. Il est composé de LR et des partis de l'ex-majorité. Cela toujours sans qu'ait été adopté un contrat de coalition entre eux sur la politique à mener. La différence est que le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau fait la part moins belle à LR, qui n'a plus que 7 ministres sur les 35 nommés, ce qui provoque déjà des remous et a conduit Wauquiez à déclarer que LR n'accorderait son soutien à la politique gouvernementale que texte par texte.

En conséquence de l'absence d'élargissement, le RN a pu à nouveau influencer sur la composition du gouvernement en mettant son veto sur la nomination de X. Bertrand tout en donnant son aval à celle de Darmanin au ministère de la Justice (Darmanin, le seul représentant du « bloc central » qui s'est prononcé contre les réquisitions du parquet sur l'inéligibilité de Marine Le Pen).

Dans ce gouvernement, on retrouve aussi Retailleau, le ministre de l'Intérieur qui incarnait l'application d'une politique sécuritaire conforme à celle du RN dans le gouvernement Barnier. Le duo Darmanin-Retailleau est salué comme « cohérent » par le RN.

Autre ministre emblématique du macronisme : Borne, qui incarne la réforme Macron des retraites, le 49/3 et la loi

« immigration » adoptée grâce aux voix du RN et dont M. Le Pen avait estimé qu'il s'agissait d'une victoire idéologique de son parti. Comme il a été indiqué plus haut, on y trouve Valls pour s'occuper des Outre-mer. Au stratégique ministère des Finances arrive Lombard, un homme que Macron avait promu à la Caisse des dépôts, un patron dit « de gauche », dont l'essentiel de la carrière s'est fait dans la finance, et dont les premières paroles ont été de promettre de s'attaquer à la dette publique. Avec de Montchalin au Budget, une autre figure du macronisme, c'est l'assurance d'une politique visant à poursuivre les attaques contre les travailleurs pour réduire la dette. La désignation de Tabarot (LR) comme ministre des Transports, auteur d'une proposition de loi remettant en cause le droit de grève dans ce secteur, augure de la politique anti-ouvrière projetée par le nouveau gouvernement.

Tel qu'il est constitué, ce gouvernement n'apparaît en rien susceptible de mettre fin à la crise politique. Tous les éléments semblent au contraire réunis pour qu'il soit promis au même sort que le précédent, dès lors que le RN l'aura décidé. C'est pourquoi la question d'un soutien express ou tacite du PS pour qu'il ne vote pas la censure à l'occasion du budget est une question décisive pour la survie du gouvernement Bayrou.

La crise politique aggrave la situation économique et financière

Stabiliser la situation politique apparaît d'autant plus indispensable que la chute du gouvernement Barnier, puis le sentiment d'impasse politique dans les conditions dans lesquelles le gouvernement a été constitué, ont eu des effets immédiats. L'agence Moody's a décidé de manière impromptue, dans les heures qui ont suivi la désignation de Bayrou, de procéder à la dégradation de la note de la dette française, en expliquant que la persistance de la crise politique ne permettait pas d'engager une politique de rétablissement des comptes financiers. Dans les jours suivants, cette agence dégradait la note des sept établissements bancaires français qu'elle estimait les plus exposés à la dette publique de l'État qui ne cesse de croître. Selon l'INSEE, au troisième trimestre 2024, elle atteignait 113,7 % du PIB, soit plus de 3 300 milliards d'euros. En 2025 la France va emprunter 330 milliards, presque autant que l'Italie sur les marchés financiers, le plus gros emprunteur de la zone Euro.

Mais le contexte politique plombe aussi le climat des affaires. Dans une situation économique dégradée, il devient hors de question pour le patronat de prendre le moindre risque en investissant, tant que le brouillard politique et fiscal résultant de l'absence de budget persiste.

L'industrie s'enfonce dans la récession. D'après un rapport de l'INSEE, en octobre, la production industrielle restait inférieure de 5,7 % à son niveau de février 2020, le taux

d'utilisation des capacités de production industrielle n'a jamais été aussi faible depuis 2010. Les perspectives de production dans l'industrie « sont tombées à leur plus bas niveau depuis près de 10 ans, hors crise sanitaire » dit l'INSEE. Quant aux prévisions d'investissements dits « capacitaires » pour 2025 (destinés à augmenter les capacités de production), elles sont au plus bas depuis 2002. Fait significatif, le processus de désindustrialisation a repris en France : le nombre de fermetures d'usines a dépassé à nouveau en 2024 celui des ouvertures.

La situation du secteur de la construction et de l'immobilier est emblématique. C'est la pire année depuis 2010, avec un nombre de défaillances d'entreprises en hausse de plus de 25 % et 45 000 emplois menacés. Le secteur est dit en « sur-défaut ». Pour 2025, la Fédération française du bâtiment prévoit une nouvelle baisse d'activité significative (autour de 6 %). Elle estime que le nombre d'emplois supprimés devrait avoisiner 150 000 sur les deux années 2024-25.

Le secteur automobile, qui emploie 350 000 travailleurs en France, subit de plein fouet la crise mondiale de surproduction d'automobiles, avec des ventes de véhicules inférieures de 15 % à ce qu'elles étaient avant la crise sanitaire. Cette surproduction, qui résulte pour l'essentiel d'une baisse de la demande (-22,4 % en France pour les immatriculations de voitures neuves à moteur thermique ou

électrique depuis 2019) due à une forte augmentation des prix des voitures (+ 20 % depuis la crise) alors que les salaires réels ont baissé, permet d'illustrer ce que serait la politique d'un véritable gouvernement ouvrier. Ce serait d'exproprier les grands groupes (constructeurs comme équipementiers) et d'établir un plan de production de l'ensemble du secteur pour défendre le droit à l'emploi des travailleurs et satisfaire les besoins sociaux en produisant des véhicules à des prix accessibles aux travailleurs.

La crise du secteur automobile menace des dizaines de milliers d'emplois selon le ministère de l'Économie, en particulier chez les équipementiers sur lesquels les constructeurs répercutent la crise de surproduction. À la baisse de la demande s'ajoute la concurrence très agressive des équipementiers chinois. Résultat : les commandes passées aux équipementiers ont chuté de 27 à 40 % ces derniers mois. Les annonces de plans sociaux se multiplient : Valéo, avec près de 900 suppressions d'emplois ; Forvia, avec 10 000 suppressions de postes en Europe ; Michelin, qui annonce la fermeture des usines de Cholet et de Vannes, avec 1 254 suppressions d'emplois. Mais il ne s'agit là que des entreprises connues. À côté, il y a le tissu des petits sous-traitants, qui représentent les 3/4 des emplois du secteur et qui sont frappés eux aussi par les

plans sociaux. La crise du secteur automobile se répercute sur les secteurs connexes, tels que les aciéries, avec la fermeture des sites d'Arcelor Mittal à Denain et Reims, et la suspension de projets liés aux batteries électriques, tels que celui d'Eramet dans le Nord.

La grande distribution connaît également de graves difficultés (confère le plan social de Auchan de 2 389 postes supprimés), en relation avec la baisse de la consommation de 0,8 % résultant de la hausse de plus de 20 % des prix des produits alimentaires en deux ans.

Ce sont donc tous les secteurs de l'économie et toutes les régions qui sont frappés par des plans sociaux. Le nombre de défaillances d'entreprises est au plus haut depuis 2010, l'année qui a suivi la crise de 2008-2009, avec 66 420 défaillances et 260 000 emplois « menacés ». Les défaillances concernent beaucoup de PME et ETI, ce qui conduit les spécialistes à dire que le cœur du tissu entrepreneurial de l'économie française a été touché. Et il est annoncé qu'en 2025 la vague des défaillances va continuer à monter. Résultat : le chômage augmente, avec 142 000 chômeurs de plus entre septembre et novembre. Fin 2024, l'économie française était donc quasiment à l'arrêt.

Ce n'est pas de « l'Europe » que viendra le salut

Or ce ne sont pas les économies européennes qui peuvent sortir l'économie française de son marasme. Le salut ne peut venir de l'Allemagne – le premier marché à l'exportation de l'industrie française –, qui est entrée en récession depuis la guerre en Ukraine et le renchérissement des prix de l'énergie. Il ne viendra pas davantage des autres économies européennes car la zone Euro dans son ensemble connaît une situation de stagnation en raison de la crise énergétique, du décalage croissant de compétitivité avec l'économie US et de la gigantesque vague d'exportations chinoises.

À cette situation, s'ajoute la perspective de difficultés accrues en 2025 avec la menace d'une augmentation des droits de douanes pour les économies européennes brandie par Trump, sauf à acheter plus de GNL américain, ce qui alourdirait encore les coûts de production des industries européennes et accentuerait le processus de délocalisation vers les USA déjà engagé dans certains secteurs, comme la chimie.

La situation est d'autant plus problématique pour la bourgeoisie française qu'elle ne peut compter sur un quelconque plan européen de soutien aux économies européennes financé en commun. Le gouvernement et le patronat français ont eu beau soutenir le plan Draghi, qui préconise notamment de lancer un super plan Marshall à 800 milliards d'euros d'emprunt par an pour remettre à niveau les économies européennes, cela a été sans succès. Pour l'Allemagne et d'autres pays appelés « frugaux », qui ne veulent pas prendre le risque de « payer pour les autres » avec des emprunts communs, il n'est pas question en effet de dette commune. Bien évidemment, ce n'est pas la dégradation à grande vitesse des finances publiques françaises qui est de nature à les faire changer d'avis... La bourgeoisie allemande s'oriente plutôt vers un renforcement des aides budgétaires d'État à son industrie,

en faisant sauter la règle du frein budgétaire à l'endettement, pour faire face à la concurrence chinoise et américaine. La pression des milieux politiques et économiques allemands dans ce sens se fait de plus en plus forte.

Que cette politique de chacun pour soi constitue une impasse est une évidence. Cette absence de réponse commune des bourgeoisies européennes au rapport Draghi et notamment à sa proposition de grand emprunt en commun, renvoie à la nature de l'UE qui est une construction inachevée car les bourgeoisies européennes sont dans l'incapacité de dépasser le cadre national dans lequel elles se sont constituées et d'unifier l'Europe. Cela illustre la nécessité du combat pour la constitution de gouvernements ouvriers dans les différents pays européens, car seuls de tels gouvernements expropriant le capital peuvent unifier l'Europe en constituant les États unis socialistes d'Europe et offrir un avenir de progrès aux prolétariats et à la jeunesse de tous les pays d'Europe.

Aussi la bourgeoisie française n'a pas le choix. Même si ses cercles dirigeants et ses représentants vont continuer à se battre pour davantage de coopération, pour des emprunts communs européens, elle doit d'abord faire avec ses moyens limités. C'est la conclusion qui s'impose à elle. Cela veut dire avoir au plus vite un budget pour stabiliser la situation économique.

Mais pas n'importe quel budget : un budget qui s'attaque au déficit abyssal des finances publiques pour desserrer l'étreinte qui pèse sur les finances publiques et accroître le soutien au capitalisme français en grande difficulté. La question se pose avec d'autant plus de force que les taux auxquels l'État emprunte ne cessent d'augmenter depuis la prise de fonction de Bayrou et que la charge des intérêts représente un fardeau de plus en plus lourd. Il faut donc

opérer des coupes budgétaires drastiques. Dans quels secteurs ? Le président de la CGPME, Asselin, parlant au nom de l'ensemble du patronat, les désigne : « *la moitié du déficit ce sont les retraites et la sécurité sociale au sens large* ». Très exactement la même exigence que celle formulée par Martin, président du MEDEF, avec sa proposition d'étendre la concertation Bayrou à la remise à

plat de la sécu de 1945. Autrement dit, ce sont tous les acquis de l'après-guerre qu'il faut passer au laminoir pour soutenir le capitalisme français. Cela étant, il faut absolument éviter que le budget soit censuré comme l'a été le budget Barnier par le RN. Voilà quelle est l'équation complexe à laquelle Bayrou est confrontée.

Déclaration de politique générale de Bayrou : le PS s'aligne sur l'exigence de stabilité de la bourgeoisie

C'est la déclaration de politique générale qui doit fixer le cap politique du gouvernement. D'où les tractations intenses entre le gouvernement et le PS associé au PCF et à EELV jusqu'au jour de la déclaration. Ces tractations ont pu donner à penser que le « deal » allait finalement être conclu et la réforme des retraites suspendue. Aussitôt LR montait au créneau avec les déclarations de Larcher (« *ni abrogation, ni suspension* »), de Wauquiez, suivis par Péresse qui déclarait que, dans ce cas, les 7 ministres LR ne pourront se maintenir au gouvernement. Des voix chez Renaissance, comme celle de Cazeneuve, s'élèvent contre la suspension de la réforme des retraites, et Macron fait dire qu'il n'est pas opposé à une discussion portant y compris sur les 64 ans.

Dans ces conditions, il n'y a ni abrogation ni suspension de la réforme des retraites dans la déclaration de politique générale. Bayrou annonce simplement une concertation de trois mois entre les « partenaires sociaux » sur la base du rapport d'une mission dite « flash » de la Cour des Comptes. Toutes les pistes seront ouvertes mais à coût constant, car les éventuelles modifications ne doivent pas donner lieu à une augmentation du coût de financement des retraites. Il précise que la concertation ne pourra donner lieu à une modification de la loi Macron que s'il y a accord entre les partenaires sociaux, ce qui suppose un accord du MEDEF sur les éventuelles modifications proposées. C'est très exactement la confirmation de sa position du 19 décembre, mais en pire, avec la Cour des Comptes pour cadrer les débats. C'est même le cadre propice pour mettre sur la table des propositions « nouvelles » pour permettre des économies au système de retraite par répartition, en introduisant la capitalisation. C'est exactement ce que porte Asselin, le président de la CGPME.

Il faut ajouter que dans sa déclaration du 15 janvier au Parlement, Bayrou a insisté sur le fait qu'il manquerait à l'État, chaque année, « *quelque 40 ou 45 milliards* » pour payer les pensions des fonctionnaires. Cette manière de présenter les choses traduit une volonté ancienne de la bourgeoisie d'en finir avec le Code des pensions des fonctionnaires. Volonté ancienne remise à l'ordre du jour avec la tenue du « conclave » de Bayrou.

Le reste de sa déclaration est à l'avenant. Il donne très peu d'informations concernant les mesures concrètes que ses projets de budget devraient contenir, mais le cadre fixé est clair : il s'agit de s'attaquer à la dette, en préservant le patronat. D'où le fait que l'essentiel des 53 milliards de mesures de diminution du déficit annoncés devront provenir de coupes dans les dépenses. La méthode employée consistera à raboter les crédits des ministères ; à charge pour eux de prendre les mesures en découlant.

Tant le PCF que EELV, qui jusque-là suivaient le PS, n'ont pu manquer de réagir à la suite de la déclaration de politique générale pour annoncer qu'ils voteraient la motion de censure de LFI, ce qui ne mange pas de pain, vu que le RN ne votera pas la censure. Du coup, le PS s'est retrouvé isolé, exactement ce qu'il voulait éviter, avec l'impression justifiée d'avoir été mené en bateau. Forcément cette situation a provoqué des remous au sein de sa direction. Jusqu'où faut-il aller dans le sacrifice sur l'autel de la responsabilité ? C'est la question qui taraude les élus du PS, d'autant plus que Mélenchon a commencé à brandir la menace de retirer son soutien électoral. C'est pourquoi la direction du PS est revenue à la charge auprès du gouvernement pour qu'il fasse les gestes lui permettant de ne pas voter la censure. Sur les retraites, Faure a demandé qu'après la concertation de trois mois, dont il avalise le cadre, les propositions faites dans ce « conclave » soient soumises à l'Assemblée nationale.

Bayrou, cherchant à obtenir la neutralité du PS, lui faisait parvenir une lettre le jour du vote de la motion de censure. Sur les retraites, il s'engageait à présenter « *sur la base des avancées issues des travaux des partenaires sociaux* », ... « *sous réserve d'un équilibre financier global maintenu* » « *un nouveau projet de loi* ». Autrement dit, les « avancées » issues de cette concertation seraient des mesures qui auraient l'aval du MEDEF et rentrant dans le cadre budgétaire fixé. Un cadre de concertation idéal pour la CFDT qui s'empresse d'annoncer qu'elle participera, suivie par toutes les autres organisations, y compris la CGT. En réalité, il n'y a aucun recul du gouvernement. Simplement un affichage pour permettre au PS d'essayer de donner le change à ses électeurs et sans doute faciliter la participation des bureaucrates de la CGT au « conclave ». La lettre de Bayrou annonçait également des « gestes » budgétaires, en particulier l'annulation des 4 000 suppressions d'enseignants et du passage à trois jours de carence pour les fonctionnaires.

Au final, le PS a décidé de ne pas voter la censure (à l'exception notable de 8 députés PS qui l'ont votée), en justifiant sa décision par « les gestes » obtenus. En réalité, le PS a fait le choix de la stabilité politique qu'attendait de lui la bourgeoisie depuis les élections législatives. Il l'a fait seul, et sans obtenir de gestes significatifs censés le protéger politiquement. Car il est évident que les concessions partielles et catégorielles qu'il a obtenues sur le plan budgétaire sont d'une portée dérisoire par rapport à l'écho qu'aurait eu un geste tangible, parlant à tous les travailleurs et d'une réelle portée politique, tel une suspension, même provisoire, de la réforme des retraites. Il n'est qu'à voir la nervosité dont fit preuve LFI lorsqu'il a semblé que la suspension de la réforme des retraites pouvait être acquise.

En apportant un soutien de fait au gouvernement Bayrou, le PS vient de confirmer qu'il est bien un « parti de gouvernement », c'est-à-dire un parti prêt à se sacrifier au compte de la bourgeoisie, comme il l'a toujours fait lorsqu'il était au pouvoir.

Quant aux budgets, vu le cadre fixé, les 53 milliards de réduction du déficit, dont 32 milliards de baisse des

dépenses et l'ampleur des coupes qui en découle, il est clair qu'ils seront des budgets d'austérité au service d'une politique dont l'axe est l'urgence pour la bourgeoisie française d'entreprendre la liquidation de toutes les conquêtes qui la plombent dans la concurrence internationale.

**Combattre pour imposer aux directions syndicales
de rompre avec la concertation Bayrou sur les retraites
et d'engager le combat centralisé contre le budget**

La participation des directions syndicales au « conclave », le fait qu'elles l'aient demandée, constitue l'acte politique qui matérialise aujourd'hui leur association au dispositif de la bourgeoisie française pour se sortir des difficultés politiques et faire passer les contre-réformes qu'exige sa situation.

Pour le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau cela commence par faire adopter ses projets de budgets (État et Sécu) le plus rapidement possible. Malgré la censure, c'est le projet de budget Barnier qui va poursuivre son parcours parlementaire en vue d'une adoption avant le 1^{er} mars. Le programme de Bayrou est le même que celui de Barnier : tailler à la serpe dans les budgets sociaux, la Sécu, l'école, l'université, pour gonfler le budget militaire, celui de la police et subventionner massivement les capitalistes.

Nul doute que les partis bourgeois divisés vont s'étripier sur telle ou telle mesure, mais pour tous, il s'agit de faire payer la crise qui les ronge par les travailleurs et la jeunesse.

Aucune des revendications du prolétariat ne peut être satisfaite sans préparer l'affrontement avec le gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau. Cela nécessite que les directions syndicales arrêtent de le soutenir, qu'elles rompent leur participation au « conclave » et à toutes les réunions de dialogue social avec lui et le patronat et engagent le combat sur le mot d'ordre : « à bas le budget 2025 ! ».

Mais elles ne le feront pas d'elles-mêmes. C'est pourquoi partout où c'est possible, il faut intervenir, il faut multiplier les prises de position de sections syndicales et de syndicats pour le leur imposer en mettant en avant qu'elles ont le pouvoir d'organiser une puissante manifestation à l'Assemblée nationale pour en empêcher son adoption.

C'est l'axe sur lequel les militants du Groupe pour le Parti ouvrier révolutionnaire et l'Internationale ouvrière révolutionnaire interviennent dans la lutte de classe.

Le 18 janvier 2025



BULLETIN D'ABONNEMENT À « COMBATTRE POUR LE SOCIALISME » (10 NUMÉROS : 30 EUROS)

NOM : PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL : LOCALITÉ :

Chèques à l'ordre de : A.E.P.S. - Envoyer à : A.E.P.S. – 1 bis, Rue GUTENBERG - 93100 MONTREUIL

Directeur de la publication : Yves ANKAOUA -- Commission paritaire n°67187 -- Numéro°ISSN: 0763790 X -- Imprimerie spéciale

Site web : <http://socialisme.free.fr> - e-mail : socialisme@free.fr

**Partout, la barbarie impérialiste, conséquence
du pourrissement du capitalisme à l'échelle mondiale,
impose de combattre pour le socialisme**

Avertissement

Cet article constitue une version raccourcie, à des fins de publication, du rapport sur la situation internationale discuté au cours d'une réunion des militants de Combattre pour le socialisme le 30 novembre 2024. En conséquence, il n'évoque pas certains développements importants intervenus depuis, comme l'effondrement du régime syrien, les prétendus accords de « cessez-le-feu » conclus au Liban puis à Gaza, ou encore les dernières annonces de Trump qui auront dans les mois qui viennent un impact considérable sur le développement de la situation internationale, et sur lesquelles nous aurons à revenir.

Les *Perspectives de l'économie mondiale* mises à jour mi-octobre par le FMI dressent un diagnostic du capitalisme, au compte de la bourgeoisie : « *La croissance mondiale devrait rester stable, mais encore laisser à désirer. À 3,2 % en 2024 et 2025, les projections de croissance restent pratiquement inchangées. [...] Toutefois, cette continuité apparente masque des différences notables : la révision à la hausse des prévisions pour les États-Unis a compensé l'abaissement de celles des autres pays avancés, en particulier les plus grands pays européens* ». Le premier constat, c'est qu'en dépit des discours optimistes concernant la reprise économique qui a

suivi la crise dite du Covid, « *selon les dernières prévisions, la croissance mondiale s'établirait à 3,1 % d'ici cinq ans, un niveau qui reste médiocre si on le compare à la moyenne pré-pandémique. Des vents contraires structurels persistants, comme le vieillissement de la population et la faible productivité, freinent la croissance potentielle dans de nombreux pays* ». Un niveau de croissance de 3,1 %, c'est même très faible d'un point de vue historique. Avec ses mots, le FMI reconnaît que les nuages s'amoncellent sur l'économie mondiale. Pire, « *les risques de révision des perspectives sont orientés à la baisse sur fond de grande incertitude autour des politiques économiques.* »

**À l'origine du ralentissement du rythme de croissance de l'économie mondiale,
il y a d'abord et avant tout l'effet du ralentissement de l'économie chinoise**

Celui-ci puise son origine dans l'explosion en plein vol du modèle de croissance fondé sur le surinvestissement : en 2008-09, pour pallier l'essoufflement du commerce international causé par la crise économique mondiale, la bureaucratie chinoise avait en partie réorienté le moteur de sa croissance des exportations vers l'investissement domestique, notamment l'investissement dans le secteur de la construction. Or en 2021, les contradictions de ce modèle ont brutalement fait surface avec la faillite du promoteur immobilier *Evergrande* et le déclenchement d'une profonde crise immobilière. Depuis trois ans, la bureaucratie tente de contenir l'incendie et de stabiliser le marché immobilier, mais elle ne semble pas encore y être parvenu. Or l'effondrement du marché immobilier a plusieurs conséquences.

D'abord, cela produit un ralentissement considérable du secteur de la construction et des nombreuses industries qui lui sont liées. Dans certains secteurs comme la sidérurgie, les licenciements se multiplient. Récemment, le taux de chômage des jeunes – dont la publication avait soudainement cessé il y a plusieurs mois – s'est établi à son plus haut niveau de l'année. Ensuite, certaines banques rencontrent des problèmes grandissants avec les prêts immobiliers adossés à ces logements dont le prix ne cesse de baisser. Cela provoque aussi des difficultés financières pour les bureaucraties locales qui s'endettent depuis des années en s'appuyant sur la valeur du foncier. Le *Financial Time* évoquait ainsi le début d'une crise de liquidité à bas

bruit frappant certaines banques de second rang, et la bureaucratie vient d'annoncer le relèvement du plafond d'endettement de ces collectivités locales, « *une ronfe qui leur permettra de financer des projets immobiliers et de refinancer une partie de leur "dette cachée"* » (*Les Échos*). Enfin, en cascade, l'épargne de nombreux Chinois étant investie dans l'immobilier faute de véritable système de pension, la crise immobilière va peser sur la consommation déjà faible des Chinois.

La bureaucratie a pris de nombreuses mesures pour tenter de juguler les effets de cette crise immobilière. Elle a récemment annoncé une nouvelle baisse de ses taux d'intérêt directeurs et d'autres mesures destinées à soutenir la production de prêt immobilier. Mais le principal problème que pose l'effondrement du secteur immobilier est le ralentissement que cela imprime sur l'ensemble de l'économie chinoise et la tendance à la déflation qui l'accompagne. Pour pallier cet affaiblissement, la bureaucratie a déployé un arsenal de mesures visant à soutenir la production et l'exportation de biens manufacturés. Elle a pour cela massivement subventionné des secteurs jugés stratégiques, notamment à travers des prêts ultra-bonifiés octroyés par les grandes banques publiques afin de rendre ces marchandises ultra-compétitives. C'est ainsi que depuis plusieurs trimestres, la croissance chinoise repose essentiellement sur son excédent commercial, c'est-à-dire sa capacité à inonder

les marchés des autres pays de ses produits. Nous allons y revenir.

Aux États-Unis, à première vue, les chiffres de croissance du PIB de ces derniers mois tranchent avec la situation de la plupart des autres pays. Si l'on remet toutefois en perspective cette croissance post-Covid, que l'on pourrait qualifier de vigoureuse, on constate alors que non seulement l'économie américaine se situe encore en dessous de sa tendance pré-Covid mais surtout qu'elle demeure bien en-dessous, d'environ 12 %, du sentier de croissance qui était le sien avant la crise de 2008.

Autre chiffre qui permet de relativiser les performances brutes de l'économie américaine, comme l'indique le FMI, « *entre 1947 et 2005, la productivité du travail* [la valeur ajoutée divisée par le volume d'emploi, ndlr] *aux États-Unis progressait d'en moyenne 2,3 % par an. Mais ce taux est tombé par la suite à 1,3 %.* ».

L'apparente vigueur de la croissance du PIB n'exclut absolument pas la dégradation toujours plus grande des conditions de vie de franges très importantes du prolétariat américain – baisse de l'espérance de vie, dégradation

incessante de l'accès au soin, du droit à l'éducation, au logement – et l'augmentation générale des inégalités. Ce sont ces mêmes franges qui ont subi très violemment l'envolée des prix, d'une manière dont les indices officiels ne peuvent rendre compte. La situation aux USA est en quelque sorte une expression du pourrissement inégal et combiné du système capitaliste à l'ère impérialiste.

Il faut également indiquer que ces performances économiques relativement meilleures que celles des autres impérialismes reposent largement sur la possibilité unique – en raison de l'hégémonie du dollar notamment – qu'ont les USA de creuser considérablement leur déficit budgétaire dans le but de financer tout un tas de mesures de soutien au capital, comme l'*Inflation Reduction Act* ou des dizaines de milliards de dépenses militaires sur fond de guerre technologique. Le déficit budgétaire atteint ainsi le niveau de 6,4 % du PIB, ce qui constitue « *le troisième montant le plus élevé de l'Histoire des États-Unis, après les records de 2020 et 2021 liés à la crise du Covid.* » (*La Tribune*). La dette publique américaine grimpe en conséquence.

Les impérialismes européens décrochent

La situation économique en Europe est encore plus préoccupante. L'industrie allemande est en récession depuis plusieurs trimestres et entraîne à sa suite l'ensemble du continent : « *“Le crépuscule des dieux”, a carrément titré le quotidien berlinois, le 29 octobre, quand les projets de fermeture d'usine ont été rendus publics par le comité d'entreprise de Volkswagen. Car d'autres joyaux de l'industrie allemande souffrent aussi. Bosch, Audi, Bayer ou ThyssenKrupp, entre autres fleurons, font partie des champions confrontés à des restructurations. Le diagnostic est souvent le même, comme s'il s'appliquait à l'économie allemande dans son ensemble : manque d'innovation, énergie devenue trop chère, dépendance au marché chinois, coût du travail élevé, faible numérisation...* » (*Le Monde*). La France, l'Italie ou l'Espagne, malgré des performances plus décentes des deux derniers, sont sous la menace permanente de leur endettement public, notamment la France aujourd'hui.

Au-delà de ces éléments immédiats, un trait frappant de la situation économique, largement souligné par de nombreux rapports, dont le rapport Draghi, c'est le décrochage considérable des impérialismes européens par rapport aux USA et à la Chine depuis 25 ans au moins. Décrochage dans

les performances économiques mais également dans la course technologique, les deux étant intimement liés.

Sur le plan économique, « *l'écart entre l'UE et les États-Unis en ce qui concerne le niveau du PIB aux prix de 2015 s'est progressivement creusé, passant d'un peu plus de 15 % en 2002 à 30 % en 2023, tandis qu'en termes de parité de pouvoir d'achat (PPA), un écart de 12 % est apparu. L'écart s'est moins creusé par habitant, car les États-Unis ont connu une croissance démographique plus rapide, mais il reste important : en termes de PPA, il est passé de 31 % en 2002 à 34 % aujourd'hui. Le principal moteur de ces évolutions divergentes a été la productivité. [...] La productivité du travail dans l'UE a convergé de 22 % du niveau des États-Unis en 1945 à 95 % en 1995, mais la croissance de la productivité du travail s'est ensuite ralenti davantage qu'aux États-Unis et est retombée en dessous de 80 % du niveau des États-Unis.* ». Sur le plan technologique, « *la position de l'Europe dans les technologies de pointe qui seront le moteur de la croissance future est en déclin. Seules quatre des 50 premières entreprises technologiques mondiales sont européennes et la position mondiale de l'UE dans le domaine des technologies se détériore* ». (Rapport Draghi)

Le rapport Draghi établit un constat alarmant et sans appel pour les différentes bourgeoisies européennes

L'Europe est prise entre le marteau US et l'enclume chinoise et ces difficultés accentuent en retour ses propres contradictions congénitales : « *L'Europe risque de se retrouver coincée entre ces deux blocs. “Les États-Unis et la Chine peuvent vivre dans un monde sans règle. Pas l'Union européenne”, précise George Papaconstantinou. Sans armée à elle, préservée par le parapluie militaire américain pendant des décennies, sans réelle puissance, l'UE qui s'est construite comme une zone de libre-échange, n'est pas préparée pour le monde qui vient* » (*Les Échos*).

Le rapport Draghi énumère ainsi les nombreux obstacles que rencontrent l'Europe dans sa compétition avec la Chine et les USA mais, au fond, tous se ramènent fondamentalement à la nature profonde de l'UE : un cadre de coopération conflictuel entre impérialismes aux intérêts divergents. Et de plus en plus divergents pouvons-nous ajouter.

Nous l'avons souvent expliqué : il n'y a pas de bourgeoisie européenne, il n'y pas de capital européen. Il y a des bourgeoisies et des capitaux nationalement déterminés qui,

malgré la construction européenne, se font fondamentalement face dans le cadre de la concurrence sur le marché mondial. Dernier exemple en date, à rebours précisément des préconisations du rapport Draghi en matière de consolidation financière, la volonté de la bourgeoisie allemande de s'opposer au rachat de la banque allemande *Commerzbank* par la banque italienne *Unicredit* ! À tous les niveaux, l'intégration plus prononcée au sein du l'UE qu'appelle de ses vœux le rapport Draghi – intégration en matière industrielle, en matière de défense ou encore intégration financière – est condamné à demeurer un vœu pieux et se heurte à la nature profonde de l'UE et aux antagonismes entre capitalismes européens.

Aujourd'hui, l'UE est soumise à d'intenses pressions qui ne peuvent, au contraire, qu'approfondir sa désintégration. D'abord, il y a la question de la guerre en Ukraine, et le positionnement à adopter vis-à-vis de Poutine, notamment suite à l'élection de Trump et du possible désengagement des États-Unis. De même, les impérialismes européens sont profondément divisés sur la manière de se disposer face à la Chine et dans l'antagonisme Chine-États-Unis. Il faut également prendre en compte les conséquences de ces tensions sur les divisions politiques au sein même de chacune des bourgeoisies européennes. Les très grandes difficultés qu'ont rencontrées les bourgeoisies européennes à former la nouvelle Commission européenne autour de von der Leyen et à s'entendre sur les équilibres au sein du

parlement européen témoignent de cet accroissement des antagonismes. L'opposition de certains pays, dont la France, à l'accord UE-Mercosur, également.

Malgré ces antagonismes, il y a néanmoins une conclusion du rapport Draghi que partagent les différentes bourgeoisies européennes et que Macron a révélée au cours d'une déclaration en anglais passée un peu inaperçue : « *M. Macron a déclaré qu'il soutenait pleinement les conclusions de M. Draghi et que l'Europe devait s'empresse de les mettre en œuvre. "Je pense que c'est tout à fait vrai, nous sommes en danger". "Ils investissent beaucoup plus, ils sont beaucoup plus en avance", a-t-il déclaré, ajoutant qu'en ce qui concerne le produit intérieur brut (PIB) par habitant au cours des trois dernières décennies, les États-Unis ont enregistré une augmentation de 60 %, alors que l'Europe n'a progressé que de 30 %. "Et ce n'est pas viable avec le modèle social que nous avons", a-t-il ajouté* » (*Politico*).

Effectivement, pour les bourgeoisies européennes, il s'agit non seulement de se mettre au niveau de leurs concurrents américains et chinois sur le plan des politiques industrielles et des dispositions protectionnistes, mais aussi et surtout d'attaquer frontalement un certain nombre d'acquis du prolétariat qui agissent comme autant de freins à la surexploitation indispensable pour ne pas être reléguées en troisième division de l'économie mondiale.

À propos de la « fragmentation » de l'économie mondiale

Depuis la crise de 2008, le commerce mondial a stagné (exprimé en % du PIB). Autrement dit, la crise de 2008 signait l'interruption de la phase qui s'était ouverte au milieu des années 1980 et qui avait vu un développement et un approfondissement sans précédent des échanges de marchandises et de capitaux, rendu possible par la réintégration de la Chine et de la Russie au marché mondial. Puis, à partir du premier mandat de Trump, à la faveur des barrières commerciales beaucoup plus franches dressées pour enrayer l'émergence de l'impérialisme chinois, la structure du commerce international a commencé à se transformer. Nous ne sommes pas aujourd'hui face à une contraction du commerce mondial, une « démondialisation », mais face à d'importantes restructuration des chaînes de production et des relations commerciales, ainsi que l'explique B. Setser, économiste américain : « *L'augmentation des exportations chinoises de près d'un milliard de milliard de dollars au cours des quatre dernières années va à l'encontre de toute idée de fracture et de démondialisation de l'économie mondiale. En fait, mesuré par rapport au PIB de ses partenaires commerciaux, l'excédent de la Chine en produits manufacturés a augmenté d'environ trois quarts de point de pourcentage du PIB mondial et atteint aujourd'hui un niveau record. La baisse du commerce bilatéral sino-américain est donc trompeuse, car l'économie mondiale au sens large reste profondément intégrée entre les blocs économiques et l'économie chinoise elle-même*

reste très dépendante des exportations. [...] Ces données mettent en évidence la conclusion surprenante selon laquelle, dans les années qui ont suivi la pandémie et l'imposition des droits de douane de Trump, l'économie chinoise est devenue plus intégrée, et non moins intégrée, dans la structure du commerce mondial. »

Il poursuit : « *L'intégration déséquilibrée reste une forme d'intégration – les mesures de mondialisation ont connu une croissance rapide au cours de la période précédant la crise financière mondiale [de 2008, ndlr]. Mais les grands pays qui ont besoin d'exporter sans importer – pour compenser une demande interne insuffisante – multiplieront les sources de dépendance de l'offre sans permettre une expansion réciproque des échanges. La structure des flux commerciaux et financiers qui en résulte n'est donc pas vraiment le signe d'une économie mondiale saine.* »

B. Setser met en avant l'idée essentielle que les barrières tarifaires et autres restrictions aux échanges internationaux de capitaux et de marchandises mises en place depuis plusieurs années conduisent ces derniers à emprunter de nouveaux chemins ou à trouver de nouveaux débouchés, autant de détours qui exacerbent certaines contradictions – les excédents commerciaux chinois et la question de leur absorption par les autres pays par exemple – et pèsent sans aucun doute sur la valorisation du capital.

La rivalité entre la Chine et les États-Unis ordonne les rapports entre puissances impérialistes

Fondamentalement, il faut réaffirmer combien l'affrontement entre l'impérialisme américain et le « jeune » impérialisme chinois ordonne la situation mondiale et les rapports entre puissances. D'une manière ou d'une autre, les autres impérialismes et les autres puissances régionales sont contraintes de se déterminer par rapport à ce conflit. Depuis Obama et sa politique du « pivot » asiatique, la bourgeoisie américaine a progressivement pris conscience du défi que constitue la montée en puissance sur le plan économique, diplomatique et en fin de compte militaire de la Chine. Le premier mandat de Trump a vu l'administration US conduire une politique autrement plus agressive vis-à-vis de la Chine, et cette politique a ensuite été entièrement poursuivie par l'administration Biden. Le retour de Trump au pouvoir préfigure une amplification de l'offensive.

Autrement dit, bien que de nombreuses divergences existent entre les différentes franges de la bourgeoisie US

sur la manière de se disposer face à la Chine et vis-à-vis de ses « alliés », la nature de la menace fait, elle, l'objet d'un consensus : c'est le leadership économique et donc militaire des USA qui est directement menacé par l'affirmation de l'impérialisme chinois et il convient de l'enrayer au plus vite. C'est un diagnostic que la bourgeoisie US n'a jamais porté vis-à-vis des impérialismes UE et japonais, précisément car aucun d'entre eux n'a jamais constitué un défi de cette nature pour l'impérialisme US. C'est ce que développait longuement Blinken, secrétaire d'État, lors d'un discours ayant fait date en 2022 : « *Alors même que la guerre du président Poutine se poursuit, nous resterons concentrés sur le défi à long terme le plus grave pour l'ordre international, à savoir celui que pose la République populaire de Chine. La Chine est le seul pays ayant à la fois l'intention de remodeler l'ordre international et, de plus en plus, la puissance économique, diplomatique, militaire et technologique pour y parvenir* ».

L'offensive de l'impérialisme américain pour isoler la Chine rencontre des obstacles

Les États-Unis continuent donc d'exercer d'importantes pressions pour enrôler les impérialismes de second rang dans son offensive, notamment celle ciblant les secteurs technologiques de pointe, comme la fabrication de semi-conducteurs. Mais nous sommes loin d'un front uni des impérialismes occidentaux : « *Depuis que les États-Unis ont imposé des contrôles sur les exportations de semi-conducteurs et de technologies connexes vers la Chine, leurs partenaires – en particulier les autres membres des « Fab 4 », les Pays-Bas, la Corée du Sud et Taïwan – se sont parfois écartés de la position dure de Washington sur la limitation des exportations de semi-conducteurs vers la Chine afin de sauvegarder leurs intérêts économiques. Dans l'exemple le plus récent, le gouvernement néerlandais a annoncé qu'il réglementerait les exportations de machines de lithographie dans l'ultraviolet profond d'ASML indépendamment des États-Unis.* » (The Diplomat)

En Allemagne, la bourgeoisie est très réticente à s'aligner purement et simplement sur l'impérialisme US dans son entreprise contre la Chine. Récemment, ce sont les puissants constructeurs automobiles eux-mêmes qui ont poussé le gouvernement à s'opposer à la Commission européenne au sujet de la hausse des droits de douanes sur les véhicules électriques chinois. On les comprend : « *les exportations allemandes vers la Chine ont augmenté de 136 %, entre 2009 et 2021, pour représenter désormais la double de celles combinées de la France, du Royaume-Uni et de l'Italie, selon une étude publiée en février [...]. Au cours des huit dernières années, la part de l'Allemagne dans les investissements directs effectués par l'Union européenne en Chine a atteint 58 %, soit 20 points de plus qu'au cours de la décennie précédente.* » (Le Monde)

Au rang des difficultés que rencontre l'impérialisme US pour parvenir à isoler la Chine, il faut également noter que pour de nombreux pays dominés, la Chine est tout simplement devenue incontournable : « *Selon plusieurs sources interrogées par Bloomberg, la communauté des*

affaires indienne a fait pression ces derniers mois sur le gouvernement indien pour qu'il lève les restrictions visant la Chine. Selon ces mêmes sources, la position adoptée par l'Inde pénalisait en premier lieu les entreprises indiennes et privait le gouvernement de précieux investissements, et ce, alors que New Delhi cherche à accroître sa production industrielle tournée vers l'export, notamment dans l'électronique et les semi-conducteurs. » (Les Échos)

Plus généralement, en relation avec le mouvement de reconfiguration du commerce international évoqué plus haut, on assiste corrélativement à une reconfiguration dans certaines alliances entre puissances régionales, largement ordonnée par l'affrontement entre la Chine et les USA. Le récent sommet des BRICS qui s'est tenu en Russie le montre : « *Vingt-quatre dirigeants étrangers, parmi lesquels les présidents chinois, Xi Jinping, iranien, Massoud Pezeshkian, turc, Recep Tayyip Erdogan, et le premier ministre indien, Narendra Modi, ainsi que le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, sont attendus à Kazan, la capitale séculaire du Tatarstan.* » (Le Monde). Rappelons qu'en 2023, le groupe des BRICS s'est élargi à l'Argentine, l'Égypte, l'Éthiopie, l'Iran, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis.

Le récent sommet du G20 a également été le théâtre de l'expression publique de divergences, notamment entre les vieux impérialismes et les pays dits « émergents » : « *Lula aura tout fait pour éviter une empoignade sur l'Ukraine, afin de ne pas creuser davantage le fossé, chaque jour plus profond à mesure que le conflit tourne à l'avantage de Moscou, entre les Occidentaux et les États émergents du Sud, Chine en tête. [...] En l'absence de Vladimir Poutine, Sergueï Lavrov n'a pourtant pas eu besoin de faire beaucoup d'efforts pour éviter que son pays ne soit montré du doigt par le G20. Nombre de partenaires de Moscou, comme la Chine ou l'Inde, qui demandent la cessation des hostilités, avaient averti qu'ils n'accepteraient pas, dans la droite ligne du précédent sommet, à New Delhi en 2023, de condamnation de la Russie* ». Le soutien maintenant bien

réel qu'apportent la Chine, la Corée du Nord (et l'Iran dans une moindre mesure) à la Russie témoigne tout autant de ces reconfigurations dans les rapports entre puissances.

En fin de compte, la volonté affichée des États-Unis d'isoler économiquement et commercialement l'impérialisme chinois se heurte à la réalité des rapports réciproques et

antagoniques dans le cadre du capitalisme, à la position incontournable de la Chine économiquement, et aux leviers dont dispose la bureaucratie pour limiter les conséquences de cette offensive. C'est dans ce contexte qu'il faut apprécier les résultats des élections aux États-Unis et ce que l'élection de Trump pourrait signifier sur le plan des rivalités inter-impérialistes.

L'élection de Trump : la victoire indiscutable d'un candidat ultra-réactionnaire qui présage une intensification considérable des antagonismes inter-impérialistes

Contrairement à l'élection de 2016, la victoire de Trump en 2024 est indiscutable. Il a remporté 312 grands électeurs (contre 226 pour Harris), il a remporté les sept *swing states* ainsi que le vote populaire. Et dans le même temps, les Républicains ont remporté la majorité au Congrès et au Sénat, avec un grand nombre d'élus totalement inféodés à Trump.

Autrement dit, si l'on ajoute à cela la majorité qui lui est favorable à la Cour Suprême, Trump dispose en quelque sorte des pleins pouvoirs pour mettre en œuvre son programme politique ultra-réactionnaire. Il s'est d'ailleurs empressé d'annoncer un grand nombre de nominations, à commencer par celle hautement symbolique de Musk. Sans rentrer dans le détail de chacune d'entre elles, elles témoignent toutes de la volonté de Trump d'imposer son appareil et son agenda au Parti républicain, tout en envoyant des signaux rassurants en direction du grand capital.

Il faut noter que la victoire de Trump résulte de la confirmation de la très forte poussée électorale en sa direction – il gagne 3 millions de voix par rapport à 2020 et 14 millions par rapport à 2016 – conjuguée à une défaite historique des démocrates : Harris a perdu près de 7 millions de voix par rapport à Biden, alors même le corps électoral a gagné 4 millions d'inscrits depuis 2020 (ce qui est cependant moins que l'augmentation du nombre de personnes « en âge de voter » de 12 millions). Au demeurant, il faut garder en tête que pas moins de 90 millions sur 245 millions d'Américains inscrits sur les listes électorales ne sont pas allés voter pour différentes raisons ! Rappelons aussi qu'aux États-Unis, de nombreuses dispositions du gouvernement fédéral ou des États conduisent à exclure des franges significatives du prolétariat des listes électorales, en particulier le prolétariat afro-américain.

Trump a consolidé sa base électorale et sociale, celle-là même dont nous disions dans le rapport sur la situation internationale adopté lors de notre conférence de 2021 qu'elle se situe « *dans la petite bourgeoisie blanche et raciste et essaime jusque dans le prolétariat déclassé, qui perçoit sa déchéance comme le résultat de la « mondialisation », et non du capitalisme en crise, poussé d'ailleurs dans une telle perception par la politique des bureaucrates de l'AFL-CIO.* »

En 2024, d'après les sondages réalisés à la sortie des urnes, Trump est largement majoritaire dans l'électorat âgé, blanc, rural et masculin. Le vote démocrate demeure majoritaire chez les Afro-Américains et chez les Latinos, mais Trump a réalisé une percée spectaculaire chez les jeunes hommes de ce dernier groupe. Il n'existe pas de décomposition du

vote selon l'équivalent des catégories socioprofessionnelles françaises, mais sur le plan des revenus, si Trump est majoritaire chez les personnes gagnant entre 30 000 \$ et 100 000 \$, le vote Harris l'emporte chez les plus riches (> 100 000 \$) ... et chez les plus pauvres (< 30 000 \$).

La question économique a largement pesé sur la défaite des démocrates. L'inflation qui s'est élevée à près de 10 % pendant plusieurs mois a durement atteint le pouvoir d'achat des travailleurs, avant que les salaires n'entament un rattrapage. Mais pour les franges les plus fragiles du prolétariat, la réalité est autrement plus brutale que la tendance générale que dessinent les indices de prix et de salaire. Ainsi, comme l'explique un article du *New York Time* : « *Quelle que soit la mesure utilisée, les salaires augmentent plus rapidement que l'inflation depuis plus de deux ans. [...] Mais la rémunération hebdomadaire médiane - qui ne tient compte que de ce que les travailleurs à temps plein tirent de leur emploi - n'a augmenté que de 2,5 % au cours de la même période. Et une mesure de la Banque fédérale de réserve de New York, qui inclut à la fois les travailleurs à temps plein et à temps partiel et utilise le salaire moyen plutôt que le salaire médian, n'a pratiquement pas augmenté. [...] Des familles différentes subissent également des augmentations de prix différentes, même lorsqu'elles achètent des articles identiques ou similaires. Alberto Cavallo, économiste à Harvard, et un de ses collègues ont constaté que, ces dernières années, les prix ont augmenté le plus rapidement pour les produits les moins chers d'une catégorie - les œufs génériques, par exemple, par rapport aux œufs de poules élevées en cage d'une marque bien connue. M. Cavallo estime que ce phénomène, qu'il appelle « cheapflation », pourrait suffire à inverser, ou du moins à freiner, la croissance plus rapide des salaires enregistrée par les ménages les plus pauvres au cours des dernières années.* »

La question du soutien inconditionnel et décisif au génocide perpétré par l'État d'Israël a sans aucun doute également contribué à la défaite des démocrates. Par exemple, les *Democratic Socialists of America*, qui avaient pleinement soutenu la candidature Biden en 2020, ont cette fois-ci laissé chacun de leurs membres se déterminer en âme et conscience, en évoquant explicitement la question du génocide palestinien. Plus généralement, Harris s'est fondamentalement alignée sur les orientations de Trump en matière de lutte contre l'immigration ou de militarisme, ce qui n'a pu qu'agir comme un repoussoir pour de nombreux travailleurs et jeunes, tout comme le bilan de Biden en la matière. Ce bilan n'a en revanche pas empêché les directions syndicales d'apporter leur plein soutien à la candidature démocrate : « *La majorité des syndicats*

américains et l'AFL-CIO ont soutenu M. Harris plutôt que M. Trump, et plusieurs syndicats et groupes de travailleurs se sont engagés dans de vastes opérations de porte-à-porte et d'appel au vote avant l'élection. » (*The Guardian*). L'AFL-CIO a notamment maquillé la nature de la politique de Biden en le qualifiant de « *président le plus pro-travailleur de l'histoire* ». Ce serait risible si cela n'avait pas en quelque sorte contribué à enfermer le prolétariat américain dans un dispositif dont l'issue a conduit à la victoire d'un candidat ultra-réactionnaire.

Dans le cadre de ces élections, il n'était évidemment pas possible de soutenir d'une manière ou d'une autre la candidature du Parti démocrate, parti bourgeois, parti du génocide du peuple palestinien. Pas plus que cela ne l'était par le passé. Tout cette situation ne fait que souligner une fois encore les terribles conséquences de l'inexistence d'un

parti ouvrier aux États-Unis. En son absence, et en l'absence même de forces politiques organisées combattant dans ce sens, il est impossible pour la classe ouvrière et le prolétariat américains d'exprimer un vote de classe sur le terrain électoral, sans même parler de la possibilité de poser leur candidature au pouvoir. Il faudrait sans doute étudier plus en détail la candidature « écologiste » de Jill Stein, mais notons brièvement que celle-ci ne recueille que 700 000 voix – pas même de quoi avoir pesé sur la défaite de Harris – malgré une orientation cherchant à capter le vote des électeurs démocrates révoltés par le soutien au génocide du peuple palestinien. Mais au fond, cette candidature est aujourd'hui un obstacle sur la voie de la construction d'un parti ouvrier, certainement pas un point d'appui.

Le grand capital avait deux candidats à l'élection présidentielle américaine

Si l'on examine les levées de fonds, on pourrait considérer que Harris était la candidate du grand capital américain. Elle aurait levé 1,65 milliards de dollars au total contre 1 milliard pour Trump. Elle a reçu le soutien de nombreux grands patrons. Et les contributions financières des géants de la « Tech ». Mais Trump n'est pas en reste : il s'appuie à 70 % sur des « grosses contributions », ce chiffre n'étant que de 57 % pour Harris. Et si Forbes a relevé que Harris bénéficiait du soutien de 82 milliardaires, on apprenait par la même occasion que Trump avait recueilli celui de 52 d'entre eux.

Au fond, le grand capital avait deux candidats dans cette élection. Trump est toutefois le candidat de la frange du capital américain la plus radicalisée, celle qui considère que la menace chinoise appelle des mesures plus brutales que celles déployées jusqu'à présent et jugées largement inefficaces. Trump doit cependant composer avec une certaine réalité, celle précisément évoquée au début de cet article : l'interdépendance avec la Chine construite au cours des 40 dernières années que l'on ne peut balayer d'un coup de menton.

En témoigne le choix de Scott Bessent, dirigeant respecté du capital financier, pour le poste de secrétaire d'État au Trésor. Une nomination qui « *contraste fortement avec certains des choix de cabinets les plus controversés et discutables qu'il a annoncés jusqu'à présent* » indique CNN. *Le Monde* titrait ainsi l'un de ses articles : « *Donald Trump rassure Wall Street en nommant le financier milliardaire Scott Bessent au Trésor* ».

L'intensification prévisible de l'offensive contre la Chine se double d'une radicalité dans l'offensive que Trump prépare contre les droits fondamentaux, contre ce qu'il reste des acquis du prolétariat américain et particulièrement contre sa frange d'origine immigrée. Car pour accentuer l'isolement de la Chine, et même s'il est illusoire de faire revenir les millions d'emplois industriels détruits aux USA

depuis 20 ans, il ne suffit pas seulement de subventionner le capital, il faut également baisser drastiquement la valeur de la force travail aux États-Unis, « améliorer » les conditions d'exploitation. De ce point de vue toutefois, les mesures d'une violence inouïe que Trump entend prendre pour lutter contre l'immigration sont plutôt de nature à renchérir le « coût du travail » et à nourrir l'inflation !

Ainsi, l'appréciation suivante issue du rapport sur la situation internationale de 2021 demeure parfaitement valable : « *[Trump] est l'expression dans le pays de la première puissance impérialiste de l'exacerbation des tendances nationalistes sous l'effet de la crise du système capitaliste et du surgissement de l'impérialisme chinois, tendances nationalistes qui, à cette étape, ne vont pas jusqu'à la dislocation du marché mondial, mais tendent toutes les relations politiques et économiques entre les différents États, et d'abord entre les puissances impérialistes* ». À ce titre, même si l'élection de Harris n'aurait aucunement signifié l'ouverture d'une quelconque perspective favorable pour la classe ouvrière, même si les masses n'avaient rien à attendre d'une telle candidature, il faut toutefois indiquer combien l'élection de Trump constitue un coup politique qui pèse sur la tête de nombreux travailleurs et jeunes, aux États-Unis mais pas seulement.

Ce qui se jouait dans l'opposition entre Trump et Harris, c'est aussi et surtout la manière dont les États-Unis entendent mener leur offensive contre la Chine. Harris représentait la continuité de Biden qui veillait à ménager les autres vieux impérialismes européens afin de les enrôler dans sa lutte contre l'impérialisme chinois. À l'inverse, l'élection de Trump va ouvrir une grande incertitude sur le plan international et notamment sur le front de la guerre en Ukraine, car tout désengagement américain comme Trump l'a plusieurs fois laissé entendre, placerait immédiatement les pays européens au pied du mur.

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine : entre enlèvement et projection croissante de la rivalité USA-Chine

La guerre s'enlise. Depuis deux ans, Poutine a militarisé l'économie russe pour soutenir son effort de guerre : « *Le budget militaire national avait déjà explosé de près de 70 % en 2024, représentant cette année avec les investissements de sécurité 8,7 % du produit intérieur brut, une première dans l'histoire moderne de la Russie que Vladimir Poutine ne cesse de rappeler avec fierté. En 2025, la somme consacrée à la défense représentera près d'un tiers des dépenses fédérales et plus de deux fois les investissements "de politique sociale". Si on ajoute les dépenses liées à la sécurité intérieure, cela correspondra au total à environ 40 % du budget.* » (Le Monde).

Mais cet effort de guerre est intenable dans la durée pour l'économie russe : « *La conscription du printemps avait déjà convoqué 150 000 jeunes hommes. Et, le 16 septembre, le Kremlin a officialisé un décret ordonnant une hausse globale de près de 15 % du nombre de soldats, en le portant à 1,5 million contre 1,32 million actuellement. Un actif sur cinquante en Russie sera dès lors dans l'armée qui, d'après des médias russes, deviendrait la deuxième plus grande au monde après celle de la Chine.* » (Le Monde) Poutine cherche donc à gagner le maximum de terrain à court terme, à n'importe quel prix, avant que ne débutent d'inévitables négociations.

Le Russie peut toutefois compter sur le soutien discret mais bien réel de la Chine depuis plusieurs mois. La bureaucratie chinoise est largement revenue sur la position prudente qu'elle avait adoptée au début du conflit, soucieuse des répercussions que pourraient avoir son implication sur sa capacité à exporter ses marchandises sur les marchés européens et américain. Constatant sans doute que cette prudence n'avait aucunement infléchi la position de l'administration US à son égard, et que l'engagement des impérialismes occidentaux dans la guerre grandissait de jour en jour, elle a alors accentué son soutien économique,

et dans une moindre mesure militaire, à la Russie : « *Un groupe de réflexion basé aux États-Unis affirme que la Chine envoie chaque mois à la Russie pour 300 millions de dollars de produits à double usage « hautement prioritaires » pouvant être utilisés pour fabriquer des armes telles que des drones, des missiles et des chars d'assaut. La Chine vend à la Russie 70 % de toutes ses machines-outils (qui peuvent être utilisées pour fabriquer des douilles d'armes) et 90 % de son approvisionnement en produits microélectroniques tels que les puces et les semi-conducteurs (qui peuvent être utilisés pour des systèmes de guidage dans les missiles).* » (BBC). On apprenait en septembre que « *la Russie a mis en place un programme d'armement en Chine pour développer et produire des drones d'attaque à longue portée destinés à être utilisés dans la guerre contre l'Ukraine.* » (Reuters)

L'annonce récente de l'envoi d'au moins 10 000 soldats nord-coréens sur le front russe va également dans le sens du renforcement de l'axe Pékin-Moscou tant il paraît difficile d'envisager qu'une telle décision ait pu être prise sans l'aval tacite de Pékin. L'envoi de troupes combattantes est un développement que les Européens ne peuvent pas négliger. Cela fait suite à la signature cet été d'un accord de défense mutuelle historique renforçant le soutien de la Corée du Nord à la Russie dans sa guerre contre l'Ukraine. « *L'envoi de cette dizaine de milliers d'hommes en Russie « ne sort pas de nulle part », rappelle à France Info Jérôme Pellistrandi, ancien général de l'armée française et rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale. « Depuis le début du conflit [en février 2022], la Corée du Nord a fourni plus de huit millions d'obus à Moscou, des engins blindés ou encore des mitrailleuses compatibles avec les munitions russes », détaille-t-il. « Au passage cela montre l'énorme consommation d'équipements de l'armée russe », glisse le spécialiste.* » (France Info)

L'Ukraine est entièrement suspendue au soutien militaire et financier de l'impérialisme US

De l'autre côté, sans changement radical dans l'envergure et la nature du soutien militaire et financier des impérialismes US et UE, les forces ukrainiennes ne peuvent envisager, dans le meilleur des cas, que de stabiliser le front actuel : « *Sur le terrain, la situation est effectivement difficile pour les troupes de Volodymyr Zelensky. L'armée russe continue de progresser dans l'est de l'Ukraine et conquiert ou assiège, jour après jour, de nouvelles localités.* » (Le Parisien). L'incursion dans l'oblast de Koursk – dont l'armée ukrainienne a perdu 40 % du territoire qu'elle contrôlait depuis le mois d'août dernier – est un pitoyable contre-feu qui peine à masquer les difficultés grandissantes que rencontre l'armée ukrainienne sur les autres fronts, notamment dans le Donbass. En Ukraine même, Zelensky est de plus en plus critiqué et l'armée rencontre des difficultés importantes de recrutement... et de désertions. Fondamentalement, l'armée ukrainienne manque d'hommes et de matériel et parvient de plus en plus difficilement à contrer les attaques balistiques russes incessantes contre ses infrastructures.

Jusqu'à présent, les impérialismes US et UE ne semblaient pas vouloir aller plus loin dans leur soutien à l'Ukraine et cherchaient à éviter l'extension du conflit. L'Allemagne est dans une situation contradictoire : elle ne peut pas accepter que de trop larges concessions, territoriales notamment, soient faites à la Russie. Elle ne peut laisser une trop grande partie de l'économie ukrainienne tomber sous contrôle russe. Mais elle doit ménager Poutine car elle ne peut pas non plus se priver davantage de l'énergie russe et dans une moindre mesure du marché russe.

La crise politique en Allemagne et les élections à venir en février prochain vont être déterminantes en ce qui concerne la position allemande : « *A contrario d'un Olaf Scholz soucieux de ménager son aile pacifiste, Friedrich Merz s'est prononcé en faveur de la livraison des missiles longue portée Taurus à l'Ukraine. Le conservateur est à la fois conscient de l'état de faiblesse de l'armée allemande et de la nécessité de continuer à soutenir l'Ukraine. Mais sa marge de manœuvre dépendra beaucoup des résultats des élections. Pour augmenter sensiblement son soutien et*

compenser en partie l'aide américaine, l'Allemagne aura besoin d'assouplir son « frein à la dette ». » (Les Échos).

Mais c'est bien la position de l'impérialisme US qui va être décisive pour l'évolution de la situation à moyen terme du conflit. Trump a régulièrement fanfaronné qu'il mettrait un terme à la guerre « en un jour ». Derrière l'exubérance, et l'incertitude qui entoure la position que son administration va adopter, il y a néanmoins une réalité : Trump entend défendre une position sans aucune concession pour les impérialismes européens ou l'Ukraine. « “Le gendarme américain rentre chez lui”, résume Gérard Araud, ancien ambassadeur de France à Washington. “S'il y a effectivement un accord entre Trump et Poutine pour finir la guerre en Ukraine, nous savons tous que les Européens ne s'y opposeront pas”, poursuit-il. Mais il y a plus grave. “Trump ne fera pas la guerre pour l'Estonie et Poutine peut alors se dire qu'il a la possibilité de vassaliser les États baltes. Car tout l'équilibre géopolitique du Vieux Continent dépend de la protection américaine.” » (Les Échos) On verra ce qu'il en est en pratique, mais la menace est réelle.

Face au risque de baisse sensible de l'engagement militaire et financier américain à partir de janvier 2025, l'administration Biden a augmenté d'un cran l'implication

immédiate des impérialismes occidentaux en autorisant l'Ukraine à réaliser des frappes en profondeur avec du matériel occidental – ce qu'elle s'était refusé de faire jusqu'alors – et en s'assurant que les fonds déjà promis se concrétisent avant l'investiture de Trump. Il s'agit sans doute d'éviter que Poutine ne réalise de trop grands progrès sur le terrain avant que la nouvelle administration Trump n'entame les négociations qu'elle promet. À l'inverse, le Kremlin amplifie l'envergure de son offensive en profitant de cette situation transitoire aux États-Unis et de l'impuissance européenne.

Trump devra cependant pondérer les conséquences qu'aurait une issue trop avantageuse pour Poutine dans le conflit qui oppose les États-Unis à la Chine, en raison notamment de l'implication grandissante de la Chine au côté de la Russie. Un accord trop favorable à Poutine poserait un précédent dont Pékin pourrait tirer des enseignements pour le cas de Taïwan. Or, Taïwan, ce n'est pas seulement un symbole politique. C'est surtout un écosystème industriel absolument stratégique sur le plan des semi-conducteurs, indispensable dans toutes les industries de pointe et notamment militaires.

En Palestine et au Liban, depuis plus d'un an, l'État d'Israël a engagé une profonde offensive pour avancer sur le terrain du Grand Israël

Il est difficile de bien mesurer l'ampleur du massacre ethnique mis en œuvre par l'État d'Israël depuis un an, avec le soutien total de l'impérialisme US (et de manière secondaire des autres impérialismes occidentaux). Au-delà du massacre humain, l'éradication de villes entières, de lieux de mémoire, le remodelage de l'ensemble de la terre de Gaza par les milliers de bombes déversées sans discontinuer, tout cela signe une volonté méthodique d'effacement du peuple palestinien. L'extension de l'offensive à la Cisjordanie, déjà soumise au rouleau compresseur de la colonisation, à la Syrie et surtout au Liban indique que l'État d'Israël entend poursuivre son plan d'annexion et d'expulsion des masses palestiniennes et libanaises. Par tous les moyens, y compris l'éradication barbare de dizaines de milliers d'entre eux. Plus que jamais, c'est la nature fondamentale de l'État d'Israël, son caractère colonial et raciste, qui s'affirme sans aucune limite. C'est la quintessence de la barbarie impérialiste.

Il est indéniable que l'appareil d'état israélien a mis à profit le fait que la politique étrangère et militaire de l'administration US est entièrement réordonnée depuis plusieurs années autour de son conflit avec la Chine. La concentration de ressources diplomatiques et militaires américaines selon cet axe a donné mécaniquement de plus grandes marges de manœuvre aux différents sous-traitants de la politique étrangère et militaire, comme Israël et dans une moindre mesure l'Arabie saoudite, sur lesquels s'appuie l'impérialisme US pour maintenir son joug sur la région. Le gouvernement Netanyahu s'est ainsi engagé dans une entreprise de remodelage des équilibres au Proche Orient, suivant une logique qui ne répond pas nécessairement aux intérêts immédiats des États-Unis. Mais puisque Washington a besoin d'Israël, il est possible de pousser l'avantage à un niveau sans précédent. En ce sens,

il y a donc une bien plus grande autonomie dans les initiatives d'Israël que par le passé, du moins sous l'administration Biden.

Il serait cependant erroné de forcer le trait dans l'autre sens et de laisser penser que l'administration américaine serait mise devant le fait accompli. L'offensive israélienne n'est fondamentalement possible qu'en raison du soutien militaire, financier et politique constant des USA : « *Les États-Unis ont dépensé au moins 22 milliards de dollars pour l'aide militaire à Israël et la gestion des conflits engendrés par sa guerre contre Gaza au cours de l'année écoulée, selon un nouveau rapport examinant les dépenses militaires américaines. [...] Ce chiffre dépasse l'aide militaire américaine à son allié pendant la guerre israélo-arabe de 1973 et après la signature d'un traité de paix historique entre l'Égypte et Israël. À titre de comparaison, ce montant représente environ le quadruple de celui qu'Israël a reçu dans les années 1980 lors de sa guerre contre l'Organisation de libération de la Palestine au Liban, de son occupation du Liban pendant 15 ans et de sa guerre de 2006 contre le Hezbollah. L'administration Biden a également conclu au moins 100 contrats d'armement avec Israël depuis octobre 2023, dont le montant est inférieur à celui qui doit être notifié au Congrès. “Le chiffre de 17,9 milliards de dollars d'aide américaine à la sécurité d'Israël entre octobre 2023 et septembre 2024 n'est qu'une fraction de la valeur totale du soutien américain à cette guerre, qui ne sera déterminée qu'avec le temps”, ont déclaré les auteurs du rapport ».*

Sans ce flux d'aide militaire ininterrompu, l'armée israélienne devrait cesser ses opérations meurtrières en quelques jours. L'administration Biden a ainsi calmé les ardeurs de Netanyahu sur la question d'une extension du conflit avec l'Iran. D'abord, le risque de basculement dans

un conflit régional d'une tout autre envergure irait à l'encontre de l'objectif prioritaire de lutte contre l'impérialisme chinois. Ensuite, si la fragilité de la République Islamique, durement ébranlée par le soulèvement de 2022, semble fournir une opportunité de pousser dans le sens d'un changement de régime, à l'inverse, il existe une certaine crainte du prolétariat iranien qui incite l'impérialisme américain à une grande prudence sur ce terrain.

La préoccupation essentielle de l'impérialisme US, c'est que son dispositif dans la région ne soit pas trop ébranlé par la guerre israélienne. Il s'agit de s'assurer que les réactions de la jeunesse et des travailleurs de la région devant les opérations meurtrières de l'armée israélienne ne déstabilisent pas les régimes dictatoriaux (d'abord et avant tout l'Égypte, l'Arabie saoudite, et la Jordanie) sur lesquels, précisément, l'impérialisme US s'appuie davantage pour dégager des ressources en vue de son affrontement avec la Chine.

Partout, les tentatives de combattre en solidarité avec le peuple palestinien se heurtent aux appareils contre-révolutionnaires et à la répression

Comme l'indiquait le supplément à CPS n°92, « *de l'émergence d'une situation révolutionnaire en Jordanie en 1970 au souffle révolutionnaire parti de Tunisie et d'Égypte en 2011, en passant par l'Intifada de 1987, la lutte du peuple palestinien pour sa libération et les luttes des masses de toute la région ont partie liée* ». Or, de ce point de vue, il faut souligner la grande faiblesse de la réaction des prolétariats de la région face à l'offensive israélienne depuis un an, prolétariats accablés par le poids de leurs défaites passées (Printemps arabes, puis HIRAK) et sous le joug féroce de régimes militaro-policiers. Si dans les premières semaines, nous avons pu assister à des manifestations qui ont cherché à combattre le soutien à Israël de leurs états et des puissances impérialistes, ces tentatives de mobilisation se sont rapidement essouffées. Surtout, comme l'indiquait l'éditorial de CPS n°89, « *les masses de ces pays n'ont rencontré l'écho d'aucune organisation à même de leur donner une perspective. [...] Appuyé sur le menaçant dispositif militaire déployé par Washington, l'État sioniste n'hésite pas à menacer directement les pays voisins : c'est tout le poids cumulé de l'état impérialiste, des dictatures et de l'impasse politique qui pèse sur les masses de ces régions, dont les mobilisations ont reflué à ce stade.* »

Dans les pays impérialistes, les tentatives de combattre en soutien au peuple palestinien sont non seulement de bien moindre envergure qu'elles ont pu l'être par le passé, mais elles sont constamment dévoyées par les bureaucraties syndicales qui les enferment dans la perspective mortifère du « cessez-le-feu », du respect du « droit international » et de « la paix juste et durable ». Quand ont parfois commencé à surgir de ces mobilisations de saines revendications posant la question du soutien de leur impérialisme au massacre israélien, comme ce fut le cas aux États-Unis avec

la question du boycott, lors du mouvement sur les campus universitaires, la jeunesse et les travailleurs ont fait face à une féroce répression.

Aujourd'hui, le peuple palestinien semble abandonné à son extermination. C'est en grande partie l'absence de combat d'envergure en solidarité avec le peuple palestinien qui permet à l'État d'Israël d'aller toujours plus loin dans son offensive et aux États impérialistes d'aller toujours plus loin dans leur soutien à cette entreprise barbare. Ce n'est pas que les jeunes et les travailleurs du monde entier ne sont pas profondément révoltés par le massacre en cours et le soutien que lui apportent leurs gouvernements. Ils le sont. Ce n'est pas qu'ils ne s'interrogent pas sur les moyens d'y mettre un coup d'arrêt. Ils s'interrogent. Ce n'est pas qu'ils nourrissent de trop grandes illusions à propos de la « paix juste et durable » ou la « solution à deux États ». Ils n'en nourrissent plus beaucoup.

C'est que nulle part le dispositif fondamental des bureaucraties à la tête du mouvement ouvrier n'est véritablement contesté, encore moins combattu. « *L'orientation qu'ils défendent, celle de la « paix juste et durable », de la « solution à deux États », du « droit international » est presque risible, tant la réalité de la situation du peuple palestinien suffit à montrer que ces incantations sont dérisoires. Mais s'ils s'y accrochent, c'est parce qu'elles constituent le masque de leur intégration à leur État, de la soumission à leur impérialisme, de leur collaboration avec lui. Cette collaboration doit être brisée* » (CPS n°89).

Or, l'absence de forces organisées ouvrant la perspective du combat contre cette collaboration, c'est précisément l'obstacle sur lequel buttent actuellement les travailleurs et la jeunesse souhaitant combattre véritablement en soutien au peuple palestinien.

Partout dans le monde, la tendance au « développement de groupes, courants, partis nationalistes ultra-réactionnaires » s'est amplifiée

Voici ce que nous indiquions dans notre rapport sur la situation internationale de 2021 : « *le courant politique qui s'est manifesté derrière Trump est l'expression américaine d'une tendance internationale dans les pays impérialistes. Il faut aussi mentionner l'existence, dans les pays dominés, de courants politiques ayant des traits similaires (nationalisme exacerbé, ségrégation raciale et ethnique allant dans certains de ces pays jusqu'aux massacres de masse) qui se sont aussi développés, reléguant*

politiquement les partis traditionnels de la bourgeoisie (Modi en Inde, Erdogan en Turquie, Bolsonaro au Brésil). Mais le plus souvent, leur rhétorique nationaliste s'y combine avec une soumission étroite à l'impérialisme, en particulier l'impérialisme US. Dans les pays capitalistes avancés, une telle tendance peut ou non, selon les pays, en arriver à dominer le parti traditionnel de la bourgeoisie (en Grande-Bretagne, le parti tory) ou se cristalliser dans des partis acquérant une influence électorale réelle, voire de

masse (Ligue en Italie, RN en France, AFD en Allemagne, Vox en Espagne, PIS en Pologne, etc.). »

Cette tendance s'est non seulement confirmée mais amplifiée. Trump est de retour au pouvoir avec un programme encore plus réactionnaire. Si Bolsonaro a été battu au Brésil, en Argentine, l'élection de Milei s'inscrit pleinement dans ce cadre. En Europe, Meloni gouverne en Italie depuis plus de deux ans maintenant, l'AFD a réalisé de véritables percées électorales au cours d'élections régionales et devrait sortir encore renforcée des élections à venir en février 2025. En Grande-Bretagne, la victoire de Starmer doit moins à un élan vers le Labour, qui a fait moins de voix que Corbyn en 2019, qu'à la division de l'électorat bourgeois qui s'est massivement détourné des candidats conservateurs au profit du parti de Farage *Reform UK* et dans une moindre mesure des *Libéraux-Démocrates*. Et bien évidemment en France, le RN a acquis une position déterminante au sein de la bourgeoisie ainsi que l'explique l'éditorial de ce numéro de *CPS*.

D'une manière différente, les mêmes tendances s'expriment dans les pays du Maghreb et en Égypte, où les régimes érigés ou consolidés sur les cendres des mouvements révolutionnaires de 2011 et du Hirak renforcent jour après jour leur caractère militaro-policié, répriment les maigres libertés démocratiques restantes et livrent les migrants africains à la mer ou à la vindicte populaire.

Comme nous le précisons dans le rapport sur la situation internationale de 2021, dans de nombreux pays, les partis traditionnels de la bourgeoisie ont vu ces forces politiques ultra-réactionnaires contester de manière croissante leur base électorale et politique, certaines d'entre elles accédant même au pouvoir. À l'origine, ces forces puisent leur base sociale dans la petite bourgeoisie déclassée, dans ceux que l'on a souvent qualifié de « pieds-écrasés » de la bourgeoisie. Effectivement, le processus improprement nommé « mondialisation » a eu des conséquences dévastatrices dans les rangs du petit capital et de la petite bourgeoisie de nombreux pays depuis quarante ans. Ces couches inférieures du capital ont été incapables de faire face à la déferlante de produits bon marché, chinois le plus souvent, et tout autant incapables de tirer elles-mêmes profit de cette « mondialisation ». Cette tendance n'a d'ailleurs pas fondamentalement ralenti et aujourd'hui, la « nouvelle » vague exportatrice chinoise lamine de nombreux producteurs manufacturiers en Europe et dans les pays dominés.

Pour ces franges déclassées, la solution politique immédiate, c'est le repli sur soi, le protectionnisme, la défense des frontières, la chasse aux immigrés, la détestation des fonctionnaires (enfin pas tous !), la remise en cause des normes et règlements ainsi que de nombre d'acquis du prolétariat qui entravent l'exploitation patronale. Toutefois, ces groupes, courants, partis nationalistes ultra-réactionnaires ont à présent élargi cette base sociale et électorale. Leur montée en puissance peut difficilement s'expliquer autrement.

C'est une tendance qu'il va falloir analyser en profondeur : ces groupes, courants et partis nationalistes ultra-réactionnaires s'appuient aussi de plus en plus, au moins électoralement, sur les franges déclassées et précarisées du prolétariat et de la classe ouvrière. Il faut mesurer combien la désindustrialisation a saigné la classe ouvrière de nombreux pays et poussé des franges du prolétariat à se tourner vers les démagogues du national-populisme. Les ouvriers, jadis concentrés par milliers dans des usines de grandes dimensions, se sont vus jetés en masse dans l'enfer du chômage chronique et, lorsqu'ils parvenaient à trouver un travail, se retrouvaient émiettés, disloqués, pulvérisés dans de petites unités de production, et soumis à la peur et au chantage à la perte de leur emploi. Cette situation imposée au prolétariat par le capital, se combinant aux désillusions résultant des trahisons répétées des dirigeants des organisations ouvrières, a favorisé le développement à une échelle de masse de toutes les tendances régressives que produit le capitalisme en putréfaction au sein de la population laborieuse : désyndicalisation, dépolitisation, déculturation, individualisme, recul de la conscience de classe, chauvinisme, racisme, masculinisme, arrivisme, etc.

Ainsi livré à lui-même, désorganisé, coupé de l'histoire politique de sa classe et de tout cadre structuré de réflexion et d'action collective, soumis au matraquage médiatique et aux mensonges sans cesse répétés de la bourgeoisie et des appareils dirigeants à propos de ce que furent naguère ses organisations de classe, le prolétaire isolé ne peut que succomber au désarroi et à la confusion, sous l'effet de la décomposition sociale de plus en plus générale de la société bourgeoise putréfiée. Il est alors mûr pour succomber aux sirènes des forces politiques les plus réactionnaires. Et c'est ainsi que les prolétaires atomisés, isolés, perdus, écartés de leur classe, de leurs organisations qui les ont trahis, sont prêts à être utilisés comme masse de manœuvre électorale par leurs pires ennemis de classe. Encore une fois, il faut indiquer combien la responsabilité première et écrasante de cette tendance incombe aux appareils dirigeants des organisations ouvrières.

C'est une tendance qui s'exprime à l'échelle internationale. C'est ce qui permet fondamentalement de mieux comprendre pourquoi et comment ces groupes, courants, partis nationalistes ultra-réactionnaires mordent à présent clairement sur l'électorat des partis historiques de la classe ouvrière qui poursuivent leur décomposition. D'autant que sur la base de cette décomposition, ces tendances se développent, y compris directement au sein et en périphérie du mouvement ouvrier, ainsi que l'illustre le Worker Party of Britain de Galloway, qui se revendique expressément de la « défense de la nation » (même si l'expérience massive des combats de classe récents du prolétariat britannique retiennent le WPB de plonger dans le populisme chauvin assumé et de rompre définitivement avec le mouvement ouvrier), le parti de Sahra Wagenknecht, ancienne dirigeante de Die Linke ou encore la tendance qu'incarne Ruffin en France par exemple.

Conclusion

Au fond, on pourrait résumer la situation de manière très ramassée en indiquant que l'affrontement entre la Chine et les États-Unis, c'est la forme que prend aujourd'hui la crise économique, expression des contradictions fondamentales du mode de production capitaliste.

À l'heure actuelle, tous les développements économiques conduisent à une intensification considérable des rivalités entre impérialismes. D'abord de nature économique, ces antagonismes prennent ces derniers mois davantage la forme d'un véritable affrontement entre puissances, ordonné autour de l'affrontement entre la Chine et les États-Unis. Dans ce cadre, chaque impérialisme tente de faire reposer sur le dos de ses concurrents le poids de ses propres contradictions, notamment la Chine qui inonde le reste du monde de sa surproduction de marchandises. Mais tous n'ont pas la même capacité – économique ou militaire – à le faire, ni la même capacité à résister aux offensives des autres impérialismes.

Dans tous les cas, à l'échelle du capitalisme, les barrières douanières et autres sanctions ne peuvent agir que comme un facteur de crise supplémentaire, entraver la valorisation du capital et nourrir en retour les contradictions entre impérialismes, et accentuer les déchirements internes de nombreuses bourgeoisies. Dans ce contexte, l'élection de Trump est la promesse d'une amplification de ces antagonismes entre impérialismes. De manière directe à travers les offensives qu'il compte engager mais également de manière indirecte, en libérant toujours plus des forces centrifuges dans le reste du monde.

Tout cela constitue une situation particulièrement sombre pour le prolétariat et la jeunesse à l'échelle internationale. D'une part, face à la recombinaison des chaînes de production et de commerce que la rivalité entre la Chine et les États-Unis est en train d'impulser, face aux tentatives des diverses bourgeoisies de défendre, quand il est encore possible de le faire, une base industrielle domestique et de maintenir sur place la production des marchandises jugées

les plus stratégiques dans la guerre technologique qui se développe, ni les subventions des états bourgeois ni les restrictions imposées par ceux-ci ne suffiront. Pour ces bourgeoisies, européennes en particulier, il va s'agir d'imposer une baisse drastique de la valeur de la force de travail permettant de supporter cette réindustrialisation.

D'autre part, le renforcement des antagonismes, le militarisme et la course aux armements qui se développent dans ce cadre, outre la barbarie qu'ils contribuent à nourrir chaque jour ainsi que l'illustre la guerre coloniale menée par Israël ou la guerre impérialiste entre la Russie et l'Ukraine, ne peuvent que présager de nouvelles attaques contre les acquis du prolétariat pour financer l'industrie de guerre et mettre la jeunesse idéologiquement et matériellement au garde-à-vous.

Or, le prolétariat et la jeunesse vont devoir faire face à ces offensives dans un contexte de décomposition toujours plus prononcé du vieux mouvement ouvrier, de ses organisations, partis et syndicats, ceux-là même que les masses avaient construits dans le cours de leurs luttes et dont elles s'éloignent en raison de leurs trahisons constantes. Partout où les travailleurs et la jeunesse tentent, et tenteront, de se dresser contre le sort que leur réserve le capitalisme en crise, ils trouvent, et trouveront, face à eux les appareils du vieux mouvement ouvrier car plus que jamais, la crise du capitalisme et l'accentuation des antagonismes exigent que les bureaucraties fassent corps autour de leur bourgeoisie, en défense des intérêts de leur impérialisme.

Pourtant, il est inévitable que, dans la jeunesse notamment, des fractions avancées essaient de combattre le sort que l'impérialisme décadent leur réserve, se posent les questions politiques les plus fondamentales et cherchent à y répondre. Or, il n'y a qu'une réponse qui puisse satisfaire la moindre revendication fondamentale des travailleurs et de la jeunesse : le socialisme, face à la barbarie.

Cette perspective implique de combattre pour que se constituent des gouvernements véritablement ouvriers dans chaque pays et pour les États-Unis socialistes d'Europe, à l'échelle de notre continent.

Le 30 novembre 2024



Les militants interviennent et informent C.P.S.

Cercle de jeunes révolutionnaires (CJR)

A l'École d'ingénieur des Mines de Paris, des étudiants réunis dans le cadre du comité Palestine décident d'organiser une réunion plus large afin de diffuser des connaissances historiques sur la Palestine et de prendre position avec le plus grand nombre d'étudiants.

Cette réunion se tient le 12 novembre et rassemble 25 étudiants de l'École qui adoptent à l'unanimité le texte ci-après. Celui-ci s'adresse aux organisations syndicales afin de les mettre face à leurs responsabilités. Les étudiants décident également de faire connaître cette prise de position.

La discussion se poursuit lors d'une réunion publique organisée cette fois par le CJR (Cercle de jeunes révolutionnaires) la semaine suivante à Jussieu, en présence d'une trentaine de personnes.

Ainsi, partout où l'orientation du CJR peut être entendue, elle rencontre un écho favorable.

Prise de position des étudiants des Mines de Paris en soutien à la Palestine

Nous, étudiant.e.s des Mines de Paris réuni.e.s en assemblée générale, rejoignons le mouvement de soutien à la Palestine repris par les étudiant.e.s de l'ENS Jourdan et d'autres campus étudiants. Face à la répression policière et judiciaire qui vise à nous faire taire, nous leur apportons tout notre soutien. Les massacres, que nul ne peut nier, des peuples palestinien et libanais ne nous laisseront pas sans voix.

Contre le génocide commis par l'État colonial d'Israël, nous exigeons :

- la condamnation sans équivoque des crimes d'Israël,
- le boycott de l'État d'Israël et en particulier la fin des partenariats académiques avec les universités israéliennes (Université Technion, ...), les banques (BNP, ...) et les entreprises coopérant avec l'État d'Israël (notamment Safran, Thalès, Dassault et Airbus tant qu'elles fournissent des armes à Israël) et autres partenariats de tous types (voyages, associations étudiantes, ...),
- la mise en place de partenariats académiques avec les universités palestiniennes,
- la levée des poursuites et des sanctions contre les militants pro-palestiniens, et le retrait de la circulaire Hetzel.

Nous nous adressons à la direction et aux fondations des Mines Paris et de PSL, aux associations et syndicats étudiants et de personnels (aux Mines : CGT, ...) afin qu'ils reprennent nationalement nos mots d'ordre et notre combat.

Nous nous engageons à ne pas faire de stage ou travailler dans les entreprises mentionnées.

Nous invitons toute personne souhaitant se mobiliser à rejoindre notre combat et signer ce texte.

Le 12 novembre 2024, adopté à l'unanimité des 25 participants



On nous communique

Intervention du courant Front unique au Bureau national de la FSU (6 janvier 2025)

- On ne peut que se réjouir de la chute du régime de Bachar El-Assad. Mais pendant qu'un intérêt légitime se porte sur la Syrie, Israël accentue encore ses massacres, poursuit la destruction du système de santé et utilise la famine comme une arme de guerre.

Front unique réaffirme que notre fédération doit se placer inconditionnellement aux côtés du peuple palestinien écrasé par l'État colonial et génocidaire d'Israël. Notre fédération doit combattre pour le boycott d'Israël dans tous les domaines.

- Mayotte a été dévastée par un terrible cyclone. Dès le départ, l'État a été gravement déficient et encore aujourd'hui, les populations peinent à recevoir eau et nourriture.

En plus, celles qui s'étaient réfugiées dans des bâtiments en dur en sont maintenant chassées.

Le nouveau gouvernement Macron-Bayrou-Retailleau a décidé d'accentuer la lutte contre une partie des sinistrés.

3 ministres mettent en avant le « désordre » et le « chaos » migratoires. Et Bayrou souhaite remettre davantage en cause le droit du sol. On voit bien que le gouvernement est sur le même terrain que le RN.

Avec sa politique de traque contre les habitants dits en situation irrégulière, le gouvernement menace de provoquer une terrible catastrophe sanitaire.

- Le nouveau gouvernement a les mêmes objectifs que son prédécesseur. Il a aussi la même méthode : la concertation.

Le 17 décembre, les organisations patronales et syndicales, à l'exception de la CGT, se sont adressées aux « *élus et responsables politiques* » dans une véritable offre de service qu'elles concluent ainsi : « *Les interlocuteurs sociaux seront comme toujours au rendez-vous du dialogue et de la responsabilité.* »

Elles écrivent également : « (...) *la négociation collective et la construction de compromis, est en capacité d'apporter des réponses concrètes. Nos organisations en ont fait encore récemment la démonstration.* »

Mais quelle est cette démonstration récente ? Il s'agit de la convention sur l'assurance-chômage adoptée par les mêmes organisations en novembre et qui a été agréée par le gouvernement démissionnaire le 19 décembre.

Elle prévoit de réduire le taux de contribution des entreprises. Elle décline les conséquences de la réforme des retraites aux chômeurs. Et surtout, elle prévoit une économie de 2,4 milliards pour l'Unedic en 4 ans, allant bien au-delà de la demande gouvernementale.

On comprend que pour le gouvernement cette convention chômage soit un modèle à imiter, en particulier pour les retraites.

Ainsi le 5 janvier, lors de l'émission *Questions politiques*, la ministre du travail a rappelé « *la méthode* » à laquelle le gouvernement est attaché, à savoir « *laisser la main aux partenaires sociaux avec un impératif de finances publiques* ».

Le gouvernement espère donc que lesdits « partenaires sociaux » accepteront de renoncer à la revendication d'abrogation de la réforme des retraites et de prendre en charge eux-mêmes son adaptation aux nouvelles contraintes de financement affichées dans le dernier rapport du Conseil d'orientation des retraites.

Qui peut douter que les déclarations d'amour aux agents formulées par le nouveau ministre de la Fonction publique sont empreintes de cynisme et d'hypocrisie ?

L'agenda ministériel est assez clair. Marcangeli a précisé à *Corse Matin* qu'il évoquerait avec les représentants des agents, y compris « *les sujets qui fâchent* ». Et il indique : « *Nous avons besoin de réformes (...) parce qu'elles sont là, prêtes, parce qu'elles font l'objet d'un consensus politique (...)* ».

Le nouveau gouvernement est un ennemi déterminé des travailleurs.

Comme son prédécesseur, il est à la merci du soutien du RN auquel Bayrou a donné des gages. Fragile à l'Assemblée, ce gouvernement compte d'autant plus sur le soutien des dirigeants syndicaux.

Notre fédération doit cesser d'en appeler à faire « primer l'intérêt général ». Elle doit renoncer à déclarer que « *La seule méthode qui devra prévaloir sera celle du dialogue social* ».

Elle doit rompre avec ce nouveau gouvernement et combattre pour la défense de nos seules revendications. À commencer par l'abrogation de la contre-réforme des retraites et l'augmentation immédiate de 10 % du point d'indice.

Congrès départemental de la FSU du Puy-de-Dôme (9 et 10 janvier 2025)

Motion Front unique sur la situation à Mayotte

La catastrophe humaine que connaît Mayotte, depuis le passage du cyclone Chido, a été engendrée par les conditions de précarité de la population de l'île, précarité économique, sociale, scolaire, mais aussi l'insécurité légale liée au régime colonial répressif. Cette situation s'est encore accentuée à l'occasion des destructions, et notamment par la politique du gouvernement Macron-Bayrou (réaffirmation de la chasse aux migrants, interdiction de reconstruire les logements dans les bidonvilles, expulsion des familles installées dans les établissements scolaires).

La FSU se prononce pour que l'aide de l'État soit intégralement dédiée à l'aide de la population, et non un renforcement policier, ce qui implique l'arrêt de la chasse aux migrants, contre le projet de loi d'urgence pour Mayotte, qui génèrent l'insécurité pour la population, ainsi que contre la remise en cause du droit du sol ; la FSU se prononce pour l'égal accès aux secours, à l'eau, l'électricité, le droit de se loger, à la scolarité, pour tous les sinistrés qui se trouvent à Mayotte, sans discrimination d'origine. Elle s'adresse à l'ensemble des organisations syndicales pour reprendre cette exigence.

Pour : 8 / Contre : 26 / Abstentions : 4

Motion Front unique sur la Kanaky

Le congrès départemental de la FSU 63 constate que les dirigeants indépendantistes kanaks sont toujours emprisonnés ou en résidence surveillée en France métropolitaine, exige leur libération immédiate, leur retour en Kanaky et la levée de poursuites contre eux. De même, le congrès exige la levée de l'état d'urgence sur l'île.

Pour : 7 / Contre : 28 / Abstentions : 3



Congrès départemental de la FSU de l'Hérault (15 et 16 janvier 2025)

Intervention du courant Front unique

- À Gaza, Israël massacre sans répit. Israël y détruit systématiquement tous les équipements essentiels à la vie. Israël empêche l'acheminement de l'aide humanitaire et utilise la famine comme arme de guerre. Israël commet un génocide avec le soutien indéfectible des puissances impérialistes, dont la France.

Notre fédération doit condamner Israël, État colonial et meurtrier, et appeler à son boycott dans tous les domaines.

Notre fédération doit se placer aux côtés du peuple palestinien, peuple colonisé.

- Toutes les victimes du cyclone Chido à Mayotte ont le droit à une même solidarité.

Or après la catastrophe, pour le gouvernement, la priorité c'est le renforcement de la traque contre ceux que Bayrou qualifie d'illégaux. Pour lui, ni des humains, ni des victimes, juste des illégaux, dont il faut au plus vite se débarrasser. Et Bayrou veut encore y restreindre le droit du sol.

Jean-Marie le Pen est mort, mais sa politique nauséabonde est bien vivante.

- Cette année nous allons fêter les 80 ans de la Sécu.

La généralisation de la protection sociale complémentaire aux fonctionnaires était au centre de nos congrès, il y a 3 ans. Qui peut contester que la PSC va nous éloigner toujours plus de notre objectif du 100 % Sécu ?

Aussi, nous proposerons demain de demander à la direction de notre fédération de retirer sa signature de l'accord interministériel du 26 janvier 2022.

- Avant d'évoquer le discours de Bayrou, hier à l'Assemblée, quelques mots sur son gouvernement. Avoir placé Borne en numéro deux, c'est un message politique on ne peut plus clair. Elle qui a porté et fait adopter la contre-réforme des retraites en utilisant le 49.ter. Elle qui a fait adopter, avec les voix du RN, la loi scélérate sur l'immigration qualifiée alors par Marine le Pen de « victoire idéologique du RN ».

Faire de Borne la ministre de l'Éducation nationale, quelle provocation envers les enseignants qui ont été parmi les plus mobilisés

contre sa réforme des retraites !

Le gouvernement Macron-Bayrou souffre de la même faiblesse que celui de Barnier.

Pas de majorité parlementaire et une équation assez insoluble : ce qu'il espère obtenir d'un côté, il risque de le perdre de l'autre.

Avec toujours le RN, soutien d'un jour, arbitre toujours.

- Sur les retraites, Bayrou a feint l'ambiguïté avant de remettre, hier, les pendules à l'heure. Il a indiqué en substance que la réforme de 2023 avait été insuffisante et il a proposé aux partenaires sociaux de s'atteler avec le gouvernement à aller beaucoup plus loin, beaucoup plus fort.

Il veut demander à la Cour des Comptes un rapport en ce sens, bien sûr indiscutable. Son but étant, au terme d'une concertation au long cours, nommée conclave, d'aboutir aux préconisations de ce rapport.

Qui peut douter que la Cour des Comptes, tout comme le Conseil d'orientation des retraites, indiqueront que pour atteindre l'équilibre financier, il faudra un cocktail avec, une part d'allongement de la durée de cotisation, une de recul de l'âge de départ et une de baisse des pensions.

Nous avons tous combattu avant l'adoption du projet de loi retraites pour son retrait et après, pour son abrogation. Les partis qui ont composé le NFP ont affirmé, eux aussi, vouloir cette abrogation. La direction de notre fédération titre avec raison son communiqué d'hier par : « *L'abrogation, pas un « conclave* » ! ».

Aussi doit-elle – clairement et sans équivoque – refuser de participer à ce conclave. Elle doit réaffirmer que son exigence, c'est l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites.

- Il faut préciser que le travail commun des représentants du patronat et des syndicats a abouti à un résultat allant au-delà des souhaits du gouvernement Barnier.

Il s'agit de la convention sur l'assurance-chômage, signée en novembre par les partenaires sociaux, sauf la CGT, et agréée par le gouvernement le mois dernier.

Alors que le gouvernement avait fixé un objectif de 400 millions d'économie par an, la convention est allée bien au-delà avec une économie, sur le dos des chômeurs, de 2,4 milliards sur 4 ans.

Si Bayrou n'a pas eu un mot pour les fonctionnaires, il a tenu à reprendre à son compte le terme de « débureaucratization » cher à Elon Musk et à l'ancien ministre Kasbarian.

Ce qui est concrètement devant nous dans les jours et semaines à venir, ce sont les projets de budgets de la Sécu et de l'État préparés par Barnier et que Bayrou veut reprendre. Très vite, on constatera que même avec des modifications marginales, ces projets sont autant de déclarations de guerre contre l'enseignement public, l'ESR, les fonctionnaires, les malades, les chômeurs, les prestations sociales etc.

C'est donc dès à présent que la direction de notre fédération doit prendre l'initiative de la réalisation d'un front uni des organisations syndicales qui, en préparant une mobilisation centralisée, pourra empêcher l'adoption de ces projets de budgets.

Motion Front unique *Palestine*

Par les bombardements des civils, le recours à la famine comme arme de guerre, les destructions systématiques de tout refuge y compris les hôpitaux et les écoles, c'est bien un génocide qui est perpétré par Israël à Gaza.

Les USA, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France sont complices d'Israël par leurs livraisons d'armes, leurs relations commerciales, académiques, culturelles, sportives, etc.

Mais aussi par la répression des expressions de solidarité avec le peuple palestinien. À ce titre les étudiants, les enseignants et les chercheurs sont particulièrement visés.

Le congrès départemental de la FSU34 condamne Israël, État colonial et meurtrier, et se prononce pour son boycott dans tous les domaines.

Le congrès se place aux côtés du peuple palestinien, peuple colonisé et martyrisé.

Le congrès exige le retrait des circulaires Retailleau et Hetzel qui, dans l'ESR, organisent la répression des soutiens au peuple palestinien.

Pour : 17 / Contre : 20 / Abstention : 1 / Refus de vote : 2

Motion Front unique *Pour l'abrogation de la loi retraite : refus de la concertation Bayrou*

Le gouvernement Macron-Bayrou propose aux représentants des organisations syndicales d'élaborer avec lui une nouvelle réforme de retraites.

Pour lui, il s'agit, au nom du respect de l'équilibre financier, d'aggraver encore la loi de 2023.

Il ne peut être question de l'aider dans cette tâche.

Le congrès de la FSU 34 réaffirme qu'il veut l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites.

Le congrès refuse toute concertation sur son aménagement.

Pour : 10 / Contre : 22 / Abstention : 1 / Refus de vote : 3

Motion Front unique *Protection sociale complémentaire (PSC)*

La PSC va clairement à l'encontre de nos mandats en faveur du « 100 % Sécu ».

C'est ce que reconnaît le thème 3 des textes préparatoires au congrès FSU de Rennes en indiquant « *la réforme de la PSC de la Fonction publique s'inscrit dans une logique libérale qui vise le démantèlement de la Sécurité sociale et accroît le pouvoir des assureurs privés capitalistes.* »

En conséquence, le congrès de la FSU34 se prononce pour que notre fédération retire sa signature de l'accord du 26 janvier 2022 et qu'elle demande aux fédérations CGT, FO et SUD de faire de même.

Pour : 14 / Contre : 28 / Abstention : 2 / Refus de vote : 6



Congrès départemental de la FSU de la Meurthe-et-Moselle (16 et 17 janvier 2025)

Motion Front unique *Protection sociale complémentaire*

L'accord interministériel du 26 janvier 2022 instaure pour la fonction publique d'État un régime de couverture complémentaire des frais de santé à adhésion obligatoire,

Les conséquences de cet accord nous éloignent de l'objectif du 100 % sécu au lieu de nous en approcher.

Le congrès départemental de la FSU 54 demande à sa fédération de retirer sa signature de l'accord PSC de 2022.

Pour : 16 / Contre : 8 / Abstention : 9 / Refus de vote : 5



Commission administrative nationale du SNASUB-FSU (21 et 22 janvier 2025)

Motion Front unique

À la suite du gouvernement Barnier, censuré sur son projet de budget de la Sécu, le gouvernement Macron-Bayrou entend « faire un effort historique de baisse des dépenses publiques » pour le budget de l'État. C'est sur les travailleurs, les retraités, les chômeurs que pèseront les 32 milliards de baisse des dépenses publiques combinées aux 20 milliards de recettes supplémentaires. Dans le même temps, l'État continue d'exonérer le patronat de cotisations (80 milliards aujourd'hui contre 37 il y a dix ans) ou de lui octroyer des dizaines de milliards d'aides ; il accroît par ailleurs de 3,3 milliards supplémentaires le budget de l'armée.

Si Kasbarian est parti avec ses propos au bazooka, les menaces de contre-réformes profondes de la Fonction publique restent entières comme le confirme son remplaçant, Laurent Marcangeli : « *Nous avons besoin de réformes, non pas pour le plaisir de les aligner sur une table mais parce qu'elles sont là, prêtes, parce qu'elles font l'objet d'un consensus politique* ». Bayrou a lui, réclamé « *un puissant mouvement de "débureaucratization"* », tout en annonçant une série de décisions contre nos droits :

- Maintien du gel du point d'indice, suppression de la GIPA, réduction à 90 % du traitement perçu en cas d'arrêt maladie (900 millions d'économie contre 289 millions pour 2 jours de carences supplémentaires), baisse de 5 % des crédits des opérateurs de l'État. Partout dans nos services, nous voyons les premières conséquences de ce budget, en particulier dans les universités, asphyxiées financièrement.

La CAN du SNASUB-FSU réunie le 22 janvier 2025 se prononce pour le retrait de ces mesures et rappelle son exigence du retrait des projets Guerini que Marcangeli entend reprendre à son compte.

Mais avec 32 milliards de dépenses publiques en moins, c'est bien l'ensemble des travailleurs qui est concerné par ce budget de casse.

La CAN condamne les projets de budget Macron-Bayrou et appelle à l'unité des organisations syndicales pour obtenir son retrait.

Fragile au parlement, le gouvernement cherche à gagner du temps, à légitimer ses réformes et à lier les mains des organisations syndicales en mettant en place un conclave sur les retraites. Prévu pour trois mois, ce conclave est ouvert pour l'instant aux seules confédérations et à l'UNSA, mais la FSU a dit avoir l'assurance de Matignon d'être ensuite « associée à la concertation ». Non seulement il n'est pas question ici d'abroger la réforme des retraites, mais cette concertation, cadrée par l'expertise de la Cour des comptes, doit permettre d'aller plus loin encore, au nom de « l'intérêt général », en réalité les intérêts de la bourgeoisie, dans la casse de nos droits : la retraite à points ou par capitalisation, la baisse des pensions, la remise en cause du Code des pensions.

La CAN du SNASUB-FSU réunie le 22 janvier 2025 réaffirme notre mandat pour l'abrogation pure et simple de la réforme des retraites.

Elle se prononce donc pour que la FSU rejette toute proposition de concertation sur l'aménagement de cette réforme et s'adresse en ce sens à la CGT, FO et SUD.

Face à un gouvernement qui entend s'appuyer sur le dialogue social pour mieux avancer dans sa politique de casse, se prononcer pour le rejet du conclave serait le signe clair d'une volonté d'affronter le gouvernement et en premier lieu son budget qui doit être combattu par une mobilisation centrale en direction de l'Assemblée nationale.

Pour : 4 / Contre : 13 / Abstentions : 6 / Refus de vote : 1



Motions Front unique présentées au congrès FSU 13, Bouches-du-Rhône (15 et 16 janvier 2025)

Pour l'abrogation de la loi retraite : refus de la concertation Bayrou

Le grotesque attachement aux fonctionnaires affirmé par le ministre Marcangeli est immédiatement démasqué par son affirmation selon laquelle il portera les réformes préparées par ces prédécesseurs : celles-là mêmes que nous avons caractérisées comme des menaces mortelles pour ce qui reste de droits et garanties dans nos statuts.

Il n'en va pas autrement pour **la réforme des retraites, dont nous exigeons l'abrogation**. La ministre prétend ouvrir une concertation sur le sujet en posant a priori qu'il n'en est pas question ; au contraire elle ouvre la voie à de nouvelles attaques (retraites à point). Le piège n'est pas dissimulé !

En conséquence **le congrès départemental FSU 13 se prononce pour que la FSU rejette le dialogue social auquel nous invite le gouvernement et s'adresse aux autres organisations syndicales pour qu'elles reprennent à leur compte ce refus d'y participer.**

Pour : 21 / Contre : 83 / ABS : 15 / NPPV : 8

Motion Palestine

Le Congrès de la FSU 13 se prononce :

- Pour le retrait immédiat des troupes israéliennes de Gaza et de Cisjordanie et l'arrêt des bombardements sur Gaza.

Inconditionnellement du côté du peuple palestinien, peuple opprimé.

Contre les principaux soutiens à l'État d'Israël : Biden, Trump, Starmer et Macron.

Elle dénonce la répression à l'encontre des militants pro-Palestiniens et combat pour le retrait de la circulaire Hetzel dans les universités.

Répondant à l'appel du monde académique français pour la Palestine pour "l'arrêt immédiat de la guerre génocidaire", cosigné par plus de 2 000 chercheurs, la FSU 13 se prononce pour l'arrêt de toute collaboration dans le domaine scientifique des établissements du Supérieur et de la Recherche en France avec les universités et les sociétés de l'État d'Israël, ainsi qu'avec toutes les entreprises françaises qui participent au développement technologique militaire d'Israël.

Elle considère que c'est au mouvement ouvrier qu'il revient d'organiser le boycott de toute production et livraison d'armes destinées à Israël, comme l'ont appelé de leur vœu, le 16 octobre 2023, des dizaines de syndicats palestiniens, notamment la *Federation of Unions of Palestinian Universities Professors & Employees*.

Elle appelle la FSU Nationale à reprendre cette motion à son compte.

Pour : 36 / Contre : 61 / Abs : 14 / NPPV : 19

